BIBLIOTHEQUE FRANCO-UKRAINIENNE.
Collection publiée sous la direction d'Elie Borschak.

ELIE BORSCHAK

HUIT MOIS A LA SANTÉ

Journal

(1940-1941)

EDITIONS FRANCO-UKRAINIENNES.
Montreuil-sous-Bois — 16 bis, rue de la Révolution.

Huit mois à la Santé

DU MEME AUTEUR :

NAPOLEON ET L'UKRAINE. (**Revue des études napoléoniennes**, 1922).

LA PAIX UKRAINIENNE DE BREST-LITOVSK. Paris, 1929.

LE MOUVEMENT NATIONAL UKRAINIEN AU XIXe SIECLE. Paris, 1930.

EARLY RELATIONS BETWEEN ENGLAND AND UKRAINE. (**The Slavonic and East Review**, London, 1931).

L'UKRAINE DANS LA LITTERATURE DE L'EUROPE OCCIDENTALE. Paris, 1935.

L'UKRAINE A LA CONFERENCE DE LA PAIX. Paris, 1938.

DOCUMENTS NOUVEAUX SUR LA POLITIQUE UKRAINIENNE DES EMPIRES CENTRAUX EN 1918. (**Affaires Etrangères**, 1939).

En ukrainien :

L'HETMAN PHILIPPE ORLYK ET LA FRANCE. Lviv, 1924.

RAPPORT PRESENTE A L'ACADEMIE DES SCIENCES DE L'UKRAINE SUR LES RECHERCHES DANS LES ARCHIVES DE L'EUROPE OCCIDENTALE. Lviv, 1924.

VOLTAIRE ET L'UKRAINE. (**Ukraïna**, Kiev, 1926).

L'UKRAINE A PARIS. Promenades et souvenirs. (Feuilletons publiés dans les **Nouvelles Ukrainiennes** de Paris, 1926-1927).

LES SUEDOIS EN UKRAINE ET LA DIPLOMATIE FRANCAISE. (**Recueil scientifique de la Section historique de l'Académie des Sciences de l'Ukraine**, Kiev, 1928).

GREGOIRE ORLYK, LIEUTENANT-GENERAL DE LOUIS XV. (1702-1759). Lviv, 1932.

CHEVTCHENKO EN FRANCE. Lviv, 1933.

NAPOLEON ET L'UKRAINE. Préface d'Edouard Driault. Lviv, 1937.

L'UKRAINE CARPATHIQUE DANS LA POLITIQUE INTERNATIONALE. Lviv, 1938.

BIBLIOTHEQUE FRANCO-UKRAINIENNE.
Collection publiée sous la direction d'Elie Borschak.

ELIE BORSCHAK

HUIT MOIS A LA SANTÉ

Journal

(1940-1941)

EDITIONS FRANCO-UKRAINIENNES.
Montreuil-sous-Bois — 16 bis, rue de la Révolution.

Droits de traduction et de reproduction
réservés pour tous les pays.

Copyright 1946, by Elie Borschak.

AVANT-PROPOS

Des millions de personnes ont été torturées, emprisonnées, mises à mort dans les prisons et dans les camps par l'infernal régime hitlérien. Ceux qui ont survécu à ces supplices font entendre leurs voix pour témoigner de ce qu'en plein XX^e^ siècle a pu inventer le pays de Kant et de Gœthe. Ces témoignages des rescapés de la rage nazie sont loin d'être épuisés ; ils sont indispensables à l'histoire de l'humanité, car le don d'oubli est, hélas, propre à l'homme.

L'auteur de ces pages n'a été ni torturé ni déporté. Ses petites misères physiques et morales sont fort peu de chose si on les compare à ce qu'ont subi les vrais martyrs des nazis.

Toutefois il ne croit pas que son témoignage soit superflu dans le dossier du procès de l'Allemagne hitlérienne que l'histoire vient de commencer à instruire. Ce témoignage

se rapporte au début même de l'occupation allemande en France, au moment où les arrestations n'étaient pas encore massives et le nombre des détenus à la Santé ne dépassait pas « deux divisions ». Les souvenirs si émouvants et personnels du comte Jean de Pange « Mes prisons » se rapportent à une période plus tardive.

En dehors de ces considérations d'ordre général qui ont incité l'auteur à publier ces notes, il faut ajouter des raisons plus particulières : l'auteur, homme de lettres ukrainien, a été arrêté par les Allemands pour avoir combattu les plans germaniques d'asservissement de son pays et pour avoir travaillé au rapprochement intellectuel franco-ukrainien. Ce livre constitue donc une modeste contribution à l'histoire du problème ukrainien.

La partie centrale en est formée par un « Journal », tenu à la Santé, qui va du 3 octobre 1940 au 16 avril 1941, publié ici intégralement, sans avoir subi de retouches.

Pour l'intelligence du texte l'auteur a cru nécessaire de le faire précéder d'une introduction contenant quelques données biographiques.

Lors de son séjour à la prison, des amis dévoués de l'auteur ont eu la bonté de faire

pour lui ce qui était en leur pouvoir et c'est avec émotion qu'il tient à leur exprimer ici sa gratitude et reconnaissance : à la regrettée Madame Junia Letty, à Madame Scherrer, dont le nom figure souvent dans le « Journal », au docteur Vera Ratner, au docteur P. Durel, à M. G. Freslon, à ses collègues M. Léon Beaulieux, professeur du bulgare à l'Ecole Nationale des Langues Orientales Vivantes, à M. Antun Polanscak, lecteur de serbo-croate à la même Ecole et à son compatriote M. Savtchyn.

E. B.

Paris,
Mars 1946.

.....Le bon comte de Soissons, au point où nous en étions, plaisantait avec moi et me disait : « Sénéchal, laissons huer cette canaille, car par la coiffe-Dieu(c'était son juron), nous en parlerons encore de cette journée dans les chambres des dames... »

(Jean Sire de Joinville,
L'histoire de Saint Louis).

INTRODUCTION

J'avais douze ans. Mon père qui était inspecteur d'Académie en Ukraine méridionale m'emmena un jour chez son ami, le juge de paix, qui avait deux garçons de mon âge, mes condisciples de lycée. J'étais déjà, en ce temps-là, un grand admirateur de Napoléon et je lisais avec avidité tout ce que je trouvais sur l'Empereur et son époque. Pendant que mon père et son ami s'entretenaient au salon, mes camarades et moi nous étions dans

la pièce voisine. Débordant d'enthousiasme, je racontais à Gustave et Adolphe les péripéties de la campagne de Prusse et je leur montrais, avec orgueil, une illustration représentant l'entrevue de Tilsit. Soudain de la pièce voisine, dont la porte était restée entr'ouverte, j'entendis la voix furieuse du juge de paix : « Que racontes-tu là, imbécile, tu mériterais une bonne râclée ». Je restai interloqué, mais avant même que j'eus le temps de se ressaisir, je vis entrer mon père, de fort mauvaise humeur qui, me prenant par le bras, me fit sortir précipitamment. Dans la rue il me dit d'une voix sévère : « Tu es mal élevé, dans la maison d'un Allemand, tu fais l'éloge de Napoléon et tu parles des défaites allemandes ». Je tombais des nues. Car pour moi, le juge de paix et ses fils qui tous parlaient le russe et que je voyais à l'église orthodoxe, ne pouvaient être que des Russes.

Et cependant, ce jour-là, sans le savoir et sans bien le comprendre, je touchai du doigt la question brûlante de l'expansion germanique dans l'Est. Car le juge de paix et sa famille étaient les descendants de ces colons allemands que Catherine II et Alexandre I[er] avaient eu la malheureuse idée de faire ve-

nir en Ukraine méridionale pour peupler ces vastes territoires, alors déserts. Certes, ils ne pouvaient prévoir que ces colons, loin de s'assimiler et de se mêler à la population autochtone, formeraient des colonies fermées et privilégiées, puissamment protégées par les bureaucrates allemands de Saint-Pétersbourg.

N'est-ce pas à cet incident que je dois attribuer mon intérêt pour le problème de la pénétration allemande en Ukraine ? Mon père, inspecteur d'Académie de l'arrondissement de Kherson, avait sous son contrôle les écoles primaires des colonies allemandes où l'enseignement se faisait en allemand, avec le russe comme langue obligatoire. J'accompagnais souvent mon père dans ses inspections. Je pus prendre ainsi connaissance des archives scolaires et de plus puiser dans l'excellente bibliothèque de mon père qui possédait un riche fonds sur la colonisation de la « Nouvelle Russie ».

Il existait à cette époque, à Kherson, un hebdomadaire russe, nommé *Jug* (Le Sud), dirigé par Victor Hochkevytch, médecin et archéologue passionné, fondateur du riche Musée Archéologique de Kherson et de plus excellent patriote ukrainien. Ami de mon

père, il me proposa de publier dans son journal, les fruits de mes recherches sur la colonisation allemande dans notre région. Et c'est ainsi, qu'à seize ans, je débutai dans la presse par un feuilleton consacré à un problème allemand et signé d'un pseudonyme. (1)

Ce premier article ne fut point suivi d'autres et faillit même m'attirer de graves ennuis, car le gouverneur de la province de Kherson, le baron von Grevenitz qui protégeait tout particulièrement les colons allemands, ayant pris connaissance de mon article, vit rouge, interdit tout simplement la suite, adressa un sévère avertissement au journal et alla même jusqu'à réclamer à son directeur le nom de l'auteur criminel. L'excellent V. Hochkevytch refusa catégoriquement de le divulguer, ce qui me sauva d'un renvoi pur et simple de mon établissement. On ne badinait pas avec ces choses-là sous l'ancien régime.

Ce premier essai qui contenait des faits, des dates et des chiffres fut cependant remarqué dans les milieux ukrainiens. Il tomba sous les les yeux de Serge Cheloukhine, (2) conseiller

(1) Dans l'ancienne Russie, il était interdit aux élèves des lycées de collaborer aux journaux.

(2) Professeur à l'Université Ukrainienne de Prague, S. Cheloukine est mort en 1938.

à la Cour d'Odessa, patriote ukrainien éprouvé, qui, de longue date, s'intéressait au problème de la colonisation allemande en Ukraine. Il demanda à son ami V. Hochkevytch de lui faire connaître l'auteur, et c'est à partir de ce moment que date mon amitié avec S. Cheloukhine qui, plus tard, utilisa une partie de mes matériaux dans deux de ses ouvrages : « Y aura-t-il une Allemagne de la mer Noire ? » (1) et « La colonisation allemande ». (2)

Cette mésaventure ne me découragea point. La Faculté de Droit d'Odessa, ayant mis au concours le sujet « L'alliance franco-russe et la Triple alliance », j'y concourus avec succès. Si je mentionne ici ce modeste travail d'étudiant, c'est parce qu'il m'a donné l'occasion de connaître de plus près le problème allemand et les visées pangermanistes dans l'Est européen.

Pendant deux ans je fus plongé dans la littérature pangermaniste. J'étudiai les ouvrages de Debelius, de Constantin Frantz, de Klaus Wagner qui, déjà en 1906, deman-

(1) Publié en ukrainien en 1913.

(2) Publié en russe en 1914 et résumé dans **Le Mercure de France** du 6 juin 1938.

dait «d'organiser l'immigration forcée des peuples inférieurs », la fameuse brochure de *Pangermanicus,* (1) qui voulait inclure l'Ukraine dans l'union douanière de la Grande Allemagne, le livre de Paul de Lagarde qui envisageait de parquer les Slaves dans des réserves et celui de Wirth qui proclamait, en 1911, que si les Allemands voulaient se maintenir contre les Slaves, ils devaient les écraser ; les « savantes » statistiques d'Ernest Hasse qui voulait détacher l'Ukraine pour la germaniser, les ouvrages de Paul Rohrbach, ceux de von Reventlow et de Moltke sur une guerre éventuelle contre la Russie ; « Les bases du XIX^e^ siècle » de Stuart Austin Chamberlain, les ouvrages de Ranke, Treitschke, la collection de la « Politische antropologische Revue », celle de « Ostland », dirigée par Otto Hoetzsch et celle de la « Zukunft » de Maximilien Harden.... sans parler des précurseurs du pangermanisme, Fichte, Hegel, Liszt....

En été 1914, j'ai été envoyé par l'Université d'Odessa à La Haye, en mission scientifique, et c'est dans cette paisible cité hollandaise que j'ai appris la nouvelle de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie. La guerre était

(1) **Le Grand Reich et l'Europe Centrale en 1950.**

inévitable, je n'en doutais point. Je me présentai donc au Consulat russe. Le consul, un Allemand des provinces baltes, daignait à peine répondre à ses concitoyens. Il n'était point question de rapatriement. L'Allemagne était déjà en état de guerre avec la Russie, quand je quittais la Hollande, comptant aller en France pour m'engager dans l'armée d'un pays allié. Mais, au moment où je franchissais la frontière hollandaise, les troupes allemandes envahissaient la Belgique et la France. J'étais donc forcé de prendre la seule voie qui me restait, celle de l'Allemagne. La nuit, dans le train, on procéda au contrôle des papiers, on identifia ma nationalité et l'on me fit descendre à Cassel. De là je fus dirigé sur Stettin où je trouvais de nombreux Russes, arrêtés dans les villes d'eau allemandes. C'est à Stettin que, pour la première fois, je vis les Allemands à l'œuvre : les civils russes, hommes, femmes, enfants, vieillards, étaient traités de la manière la plus odieuse. Fort heureusement, Sazonov, ministre des Affaires Etrangères avait pris la précaution de ne point rendre leurs passeports aux consuls allemands, avant que tous les citoyens russes ne fussent rapatriés. Et c'est ainsi, qu'après neuf jours d'internement à

Stettin, je pus regagner la Russie par la Norvège.

En ma qualité de boursier de l'Université d'Odessa, j'étais dispensé du service militaire. Mais cette guerre, déclenchée par l'Allemagne contre les pays slaves et qui, en premier lieu, menaçait l'Ukraine, me décida à prendre immédiatement les armes. Deux jours après mon arrivée, je m'engageai donc dans un régiment de la garde et dix jours plus tard, je faisais partie de l'armée du général Samsonov, appelée à envahir la Prusse Orientale. On connaît l'avance foudroyante de l'armée russe au début de cette offensive, suivie du désastre de Tannenberg. Dans notre compagnie, nous fûmes treize à revenir de cette campagne. Blessé lors de la retraite, je fus évacué sur l'hopital de Kovno, où je restai jusqu'en novembre 1914. Ayant fait l'école d'artillerie d'Odessa, je fus envoyé sur le front autrichien, puis en Roumanie où je combattis jusqu'à la Révolution de février 1917.

Je repris alors mon activité dans le mouvement ukrainien, reconnu enfin dans la nouvelle Russie et devins membre de la *Rada Ukrainienne* du front roumain. Représentés par la *Rada Centrale* de Kiev, les Ukrainiens réclamaient, à ce moment-là, l'autonomie de

leur pays, au sein de la Fédération Russe et affirmaient leur volonté de continuer la guerre aux côtés des Alliés. (1)

Mais les événements se précipitaient : le 7 novembre 1917, le Gouvernement Provisoire Russe fut renversé et une guerre civile éclata en Ukraine entre la *Rada Centrale* de Kiev et les partisans des Soviets ; le 9 février 1918, la *Rada Centrale* signa une paix séparée à Brest-Litovsk, à la suite de laquelle les troupes allemandes entrèrent en Ukraine. La *Rada Ukrainienne* du front roumain, hostile à cette nouvelle orientation de Kiev, était cependant impuissante à s'y opposer. Après la capitulation de la Roumanie, je rentrai à Kiev, en juin 1918. J'adhérai alors à un groupement de résistance ukrainienne qui avait pour but de saboter les transports de blé à destination d'Allemagne et les convois militaires, dirigés sur le front d'ouest, car nous avons eu une résistance, avant la lettre, de même que nous avons eu notre Vichy — le gouvernement de l'Hetman Skoropadskyj, installé par les Allemands — et nos collaborateurs. En août 1918, je fus arrêté par les Al-

(1) Voir pour les détails notre étude **La paix ukrainienne de Brest-Litovsk**, Paris, 1929.

lemands et passai trois semaines à la prison de Kiev.

Il faut dire cependant, en toute objectivité, que le régime allemand en Ukraine, en 1918, ne pouvait être comparé à celui instauré par Hitler en Europe. Pourrait-on croire, aujourd'hui, que lors de la dernière offensive allemande en France, l'auteur de ces lignes ait pu publier et signer un article, dans un journal de Kiev, où il exprimait ses sympathies à la France et l'espoir que l'offensive allemande échouerait, et cela sans être arrêté ?

Dès la capitulation allemande sur le front occidental, une insurrection générale éclata en Ukraine contre le gouvernement de Skoropadskyj. Le commandement allemand tenta au début de défendre l'Hetman, mais devant l'ampleur du soulèvement et la décomposition de l'armée allemande elle-même, il abandonna Skoropadskyj à son sort.

Un jour, dans une petite gare du gouvernement de Kiev, j'ai eu la satisfaction de recevoir des mains d'un général allemand la remise d'un important dépôt de munitions, indispensables à notre armée improvisée.

Vingt-six ans plus tard, à Paris, j'éprouvai la même satisfaction en voyant le matin du 25 août 1944, un groupe de *feldgrau*, les

mains levées, se rendant aux soldats du général Leclerc.

En janvier 1919, je quittai Kiev avec la délégation ukrainienne, envoyée aux Etats-Unis par le nouveau gouvernement de V. Vinnitchenko. A la fin de la même année, j'arrivai à Paris, où j'étais chargé par la délégation ukrainienne auprès de la Conférence de la Paix, des relations culturelles franco-ukrainiennes. Cette mission me tenait tout particulièrement à cœur, car j'ai été depuis toujours, un partisan convaincu du rapprochement *intellectuel* des deux pays et j'éprouve aujourd'hui une vive satisfaction d'avoir, par mes travaux, fait connaître mon pays à la France et cette dernière à mes compatriotes. J'insiste sur le mot « intellectuel », car à l'encontre des affirmations allemandes, je n'ai jamais envisagé la possibilité d'une intervention française dans les affaires intérieures de l'Ukraine.

Pendant mon séjour à l'étranger, des événements d'une importance capitale se sont déroulés en Ukraine. Le gouvernement de V. Vinnitchenko (le Directoire Ukrainien) qui avait à son programme l'indépendance et l'unité de l'Ukraine, se vit entraîné dans une guerre contre la Pologne, la Roumanie et, ce

qui était bien plus grave, contre la Russie, l'ancienne, représentée par le général Denikine, la nouvelle représentée par les Soviets. Or, il convient de constater, en toute impartialité, que, si le peuple ukrainien repoussait à l'unanimité les revendications polonaises et roumaines, s'il s'opposait, armes en mains, au retour de l'ancien régime, il était, par contre, hésitant à l'égard de la Russie des Soviets. La solution du problème national et le programme social des Soviets leur avaient valu des sympathies incontestables parmi de nombreux paysans et intellectuels.

En novembre 1919, Petljura, membre du Directoire Ukrainien et commandant en chef de son armée, qui, jusqu'alors, avait fait figure de héros national, menacé par les troupes de Dénikine, se réfugia à Varsovie où, agissant de son propre chef, il entama des négociations secrètes avec Pilsudski. Le 21 avril 1920, un traité fut signé à Varsovie, selon lequel Petljura, reconnu par la Pologne chef du gouvernement ukranien, abandonnait à cette dernière la Galicie Orientale, la Volhynie, la Polésie et lui accordait diverses concessions économiques, en échange Pilsudski promettait à Petljura son aide militaire contre les Soviets. Quatre jours plus tard,

les troupes polonaises envahissaient l'Ukraine et le 7 mai 1920, une armée polonaise, commandée par le général Rydz-Smigly, occupait Kiev. Mais la mainmise polonaise sur l'Ukraine fut de courte durée. Son peuple tout entier se dressa contre l'invasion polonaise. On connaît la suite des événements : abandon de Kiev, les troupes rouges devant Varsovie, puis le recul de l'armée rouge et enfin le traité de Riga, où la Pologne eut l'imprudence de s'approprier des territoires ukrainiens et blanc-ruthènes. (1).

Dès que le traité passé entre Petljura et Pilsudski fut connu à Paris, une scission se produisit au sein de la Délégation ukrainienne. Ceux qui refusèrent d'accepter l'accord Pilsudski-Petljura, véritable défi à tout le passé historique de l'Ukraine, fondèrent un *Comité d'action* dont je devins le secrétaire général.

Dans un mémorandum remis au Quai d'Orsay et à la Conférence Interalliée de St. Rémo, notre Comité signala le danger que présentait pour la paix, l'invasion polonaise

(1) On trouvera le récit plus détaillé de ces événements dans notre étude **L'Ukraine à la Conférence de la Paix**, Paris, 1938, pp. 153-188.

en Ukraine. Lors des négociations de Riga, il attira l'attention des pays alliés sur les graves conséquences que pouvaient avoir pour la Pologne ses nouvelles frontières orientales.

J'ai toujours été partisan d'une Pologne indépendante, mais d'une Pologne « polonaise » et non d'une Pologne comprenant des Ukrainiens, des Blanc-ruthènes et des Lituaniens, ayant, eux aussi, droit à leur indépendance. Aussi, je salue la Pologne actuelle qui reprend son rôle historique d'une puissance slave occidentale ; la Pologne des Piast que la malheureuse initiative de Casimir le Grand a détournée de sa véritable mission historique, celle d'être une sentinelle slave contre le pangermanisme.

Il m'est arrivé à ce propos-là d'avoir plusieurs entretiens sur les problèmes de l'Est européen avec des savants et hommes politiques français, et ce n'est pas sans émotion, que je me souviens aujourd'hui de la compréhension que je trouvai auprès de Ernest Denis, de Philippe Berthelot, de Franklin-Bouillon....

Ce dernier qui était à la tête de la section française du Parlement Interallié (243, Bd. St. Germain) accorda l'hospitalité à notre Co-

mité dans le même immeuble. C'est là que je vis pour la première fois Jean Pélissier, journaliste clairvoyant et grand honnête homme. (1)

En novembre 1922, le Comité d'Action Ukrainien lança un appel à ses compatriotes de l'étranger. Après avoir rappelé les interventions allemande et polonaise, cet appel constatait qu'après cinq années de guerre civile en Ukraine, le régime soviétique seul s'y était maintenu ; toute immixtion étrangère n'a eu et n'aura pour conséquence que la ruine et les souffrances du peuple ukrainien. Seule une Ukraine soviétique, alliée de la Russie soviétique pourra faire l'unité de l'Ukraine et reprendre les pays ukrainiens enlevés par la Pologne et la Roumanie.

Sans partager les idées politiques du communisme, tout en exprimant des réserves au sujet de certaines réalités soviétiques, j'ai toujours considéré que l'Ukraine avait à choisir entre deux possibilités : celle de devenir un état indépendant, en dehors de l'U.R.S.S., donc en guerre avec la Russie, ou celle de rester un

(1) Jean Pélissier est mort subitiment en 1939, en entendant à la radio la nouvelle de l'entrée des Allemands à Memel. Voir E. Borschak, **La paix ukrainienne de Brest-Litovsk**, Paris, 1929, pp. 16-18, 20, 21.

état souverain dans les cadres de l'U.R.S.S. Les intérêts de l'Ukraine, en dehors de toute considération de régime intérieur, penchaient en faveur de la seconde solution, qui seule permettait la réalisation de l'unité des pays ukrainiens et ce qui était encore plus important, de sauvegarder la sécurité du peuple ukrainien, menacé par le pangermanisme agressif.

Car pour ceux qui suivaient de près les choses d'Allemagne, il était évident qu'en dépit de Rapallo, de Locarno et de la S.D.N., l'éternelle Allemagne chercherait à prendre sa revanche dans l'Est européen et que l'Ukraine serait appelée, cette fois encore, à faire les frais de la nouvelle ruée teutonique.

C'est pour défendre ces idées que, tout en collaborant aux journaux de Kiev et de Lviv, je fondai à Paris, en 1926, l'hébdomadaire « Les nouvelles ukrainiennes », destiné également à servir la cause du rapprochement culturel franco-ukrainien.

Deux ans plus tard, je renonçai au journalisme politique pour me consacrer exclusivement à mes recherches scientifiques sur les rapports franco-ukrainiens dans le passé. Et ce sont précisément ces travaux scien-

tifiques que la *Gestapo* a mis sur le compte de mon « bellicisme ».

Durant la triste période de Munich, je publiai deux articles antimunichois dans le quotidien ukrainien de Lviv, *Dilo*, articles mutilés, du reste, par la censure de Beck.

Cette même année 1938, j'ai eu l'honneur d'inaugurer à l'Ecole des Langues Orientales l'enseignement d'ukrainien, réalisant ainsi un des buts principaux du rapprochement intellectuel franco-ukrainien.

Le 11 juin 1940, je quittai Paris, ne voulant point voir l'entrée triomphale des Allemands dans cette ville qui m'était si chère et gardant l'espoir que le front se reformerait sur la Loire. Mais le 23 juin, c'est l'armée allemande innombrable et motorisée que je vis passer dans Châtellerault, point final de mes pérégrinations. Mais c'est à Châtellerault, également que, dans la maison hospitalière de M. et Mme Frappier, professeurs au collège de cette ville, j'entendis l'appel historique : « ...Croyez-moi, moi qui vous parle... que rien n'est perdu pour la France... »

Je passai quelques semaines à Châtellerault, réfléchissant à la décision que je devais prendre : rentrer à Paris c'était risquer à

coup sûr mon arrestation, partir pour les Etats-Unis me paraissait déserter la France et Paris en des temps durs.

A la fin du mois d'août, je reprenais le chemin de Paris.

I

ARRESTATION

Le jeudi 5 septembre 1940, à neuf heures du matin, un violent coup de sonnette retentit dans mon appartement. J'ouvre la porte; trois individus en civil font irruption en vociférant : « Deutsche Polizei ». Cette présentation est inutile, il suffit de les voir pour s'en rendre compte.

« Monsieur, perquisition ». L'individu qui prononce ces paroles parle un français assez correct. C'est un petit blond qui procède à la perquisition. Le second, un brun, véritable démenti à la pureté de la race élue, passe d'une pièce à l'autre, en disant de temps à autre, en allemand : « Trop de livres ». Cette petite phrase m'inquiète beaucoup, surtout quand l'Allemand me demande si ce sont là des livres de prix.

Le petit blond en fouillant dans ma biblio-

thèque trouve la collection du « Monde Slave » et me dit :

— Voilà la revue belliciste à laquelle vous avez collaboré.

Je hausse les épaules. Le portrait de M. Molotov que l'Allemand trouve dans une revue soviétique lui fait dire :

— Qui est ce Juif ?

— Ce n'est pas un Juif, c'est M. Molotov, chef du gouvernement de l'U.R.S.S.

Pas de réaction de la part de ces messieurs.

Le troisième policier, chef de l'équipe, une brute au regard sombre, perd facilement son sang-froid. Nos rapports se gâtent dès le début. Au cours de la perquisition, il me fait subir, à brûle-pourpoint, une sorte d'interrogatoire :

— Connaissez-vous Lévi ?

Ce Lévi paraissait l'intéresser beaucoup, car il revenait souvent à ce personnage.

Beaucoup plus tard, en prison, j'appris qu'il s'agissait de M. Daniel Lévi, fils de Sylvain Lévi, actuellement Ministre de France à Helsinki et qui pendant la guerre, s'occupait des affaires russes et ukrainiennes au Quai d'Orsay.

En trouvant un bulletin de l'Agence républicaine espagnole, le chef me dit avec

triomphe : « Voilà une preuve que vous étiez pour l'Espagne rouge ». Je hausse les épaules ce qui le met en colère : « Il faut répondre quand on vous interroge », vocifère-t-il. « Ceci est une réponse » et je crie plus fort que lui. « Nicht so hoch » (1), hurle le chef, en fermant la fenêtre qui donne sur la cour du grand immeuble que j'habite et dont les fenêtres s'ouvrent les unes après les autres. Il lève la main pour me frapper, mais le petit blond, qui procède à la perquisition, me pousse vers un fauteil et me dit doucement : « Du calme ».

— Quels sont vos rapports avec les Anglais ? continue le chef plus calme.

— Je n'ai point de rapports avec les Anglais.

— Et ceci ? dit-il en me montrant une lettre en anglais, trouvée dans mes papiers. C'était une missive fort innocente de Bernard Pares, directeur de la « Slavonic Review » à laquelle je collaborais.

— Vous comprenez l'anglais, vous voyez bien de quoi il s'agit.

Devant la masse des papiers, manuscrits, lettres et coupures de journaux, ces messieurs

(1) Pas si haut.

restent interdits et tiennent un conciliabule que je suis avec angoisse. Ils décident finalement de revenir chercher mes archives avec une voiture plus grande. Fort heureusement pour moi, les mêmes policiers ne sont jamais revenus à mon domicile. Cette fois-ci, ils se contentèrent d'emporter un petit lot de papiers.

La perquisition terminée, le chef me dit :

— Habillez-vous et suivez nous.

— Vous m'arrêtez ?

— Oui.

Je m'habille très légèrement, nous étions au début de septembre. Combien je devais regretter de n'avoir pas pris de vêtements plus chauds qui m'eussent été tellement utiles pendant ce rude hiver de 1940-1941. Je demande ce que je dois emporter.

— Rien, répond le chef, on vous donnera tout.

Je veux prendre ma montre.

— Inutile, dit le chef, vous aurez l'heure du soleil.

Je quitte l'appartement en compagnie de mes anges gardiens qui posent les scellés sur la porte en mettant le cachet : « Ministère de l'Intérieur. Sûreté Nationale ». Je n'ai jamais compris quel était le but de cette petite super-

cherie allemande. Elle dérouta mes amis qui se demandaient si ce n'était pas à Vichy que j'étais redevable de cette mésaventure.

A midi nous faisons notre apparition dans la cour de l'immeuble. Le soleil brille en plein, les voisins qui sont aux fenêtres, nous regardent avec curiosité. Je ne peux oublier le geste courageux et généreux de notre concierge qui, au moment où je franchissais la porte de l'immeuble, bouscula les Allemands, se précipita vers moi, me tendit la main et me dit à haute voix :

— Au revoir Monsieur Borschak, revenez nous bien vite.

Une voiture militaire avec deux SS en uniforme nous attend rue Olivier de Serres. Gardé par les cinq policiers, je quitte mon domicile que je ne devais retrouver que huit mois plus tard.

Nous arrivons place Beauvau, dans la grande cour du Ministère de l'Intérieur. Un grand drapeau hitlérien flotte au-dessus de l'édifice. A travers de longs couloirs on me conduit dans un bureau du quatrième étage où un officier allemand, d'une courtoisie parfaite, m'attend ; durant les quelques minutes que je passe en sa compagnie, j'entends au

moins une vingtaine de fois « Herr Professor, Herr Doktor ».

— Asseyez-vous, puis après un silence, nous savons tout. Vous n'aimez pas l'Allemagne, vous avez excité les Français et les Ukrainiens contre nous. Vous avez été en rapports avec les hommes politiques français bellicistes. Mais tout cela c'est du passé, et je suis sûr que ce malentendu sera dissipé et que d'ici quelques jours vous serez libre.

J'avoue que sur le moment je le crus !

La même voiture m'emmène dans une direction inconnue, et ce n'est que Boulevard Saint Germain, quand un des policiers demande à un agent français le chemin de la Santé, que je comprends où l'on me transporte. C'est la première surprise agréable de cette journée, plutôt mouvementée. Je craignais d'être emmené dans un camp aux environs de Paris — des bruits circulaient sur l'existense de ces établissements — ou même en Allemagne.

Voilà qu'apparaissent les murs de la Santé, murs que je longeais si souvent en allant voir mon ami, M. Denis Roche. Les lourdes portes de la prison s'ouvrent, puis se referment sur moi. Dans un bureau, un sous-officier allemand remplit l'avis de livraison

et les policiers qui m'accompagnent me quittent.

Le sous-officier me passe à un bureau français où l'on procède aux formalités communes à toutes les prisons du monde : fouille, enlèvement des lacets de souliers, de la cravate, de l'alliance, du crayon, de l'argent et, ce qui est beaucoup plus désagréable, des bretelles. On me fait passer à la douche et l'on me remet une fiche avec des chiffres mystérieux : II/41. (Deuxième division, cellule 41).

Nouveaux corridors, nouveaux couloirs et me voici parvenu à destination. Ici ma satisfaction éclate : je m'attendais à être gardé par des Allemands, je vois devant moi un gardien français. Je lui tends ma fiche avec un large sourire. Cela paraît le surprendre, car il me demande d'un ton bourru :

— Pourquoi êtes-vous si content ?

— C'est d'être gardé par des Français.

Il hausse les épaules et sans me répondre — on est méfiant en prison — il ouvre la porte de ma cellule et la referme sur moi.

Ma cellule a quatre pas de long sur un pas et demi de large. Elle est d'une saleté telle que le maniaque le plus acharné de la propreté reculerait à l'idée de la nettoyer. Ce

courage m'a toujours manqué, en dépit de l'ennui et du désœuvrement. Combien enviai-je ceux qui, venant de Fresnes, nous disaient que là les cellules étaient claires, propres, avec le « confort moderne ».

Au-dessus de la porte de la cellule, il y a une planche pour placer les vêtements. En face, à deux mètres du sol, se trouve une étroite lucarne donnant sur la cour, mais arrangée de telle sorte, que même en se haussant, on ne pouvait rien voir ; la lumière y pénètre à peine, même pendant les journées ensoleillées. A gauche de la porte, un lit de fer, rabattu sur le mur auquel il est fixé par des crampons, et entre la porte et le lit, une conduite maçonnée — les commodités. La paillasse du lit est si mince que l'on sent toutes les tringles de fer, mais elle m'était fort utile, car c'est là que je dissimulais, pendant les perquisitions, mon journal et mes allumettes. A droite de la porte, il y a une petite table que l'on peut remonter et un escabeau, fixé au plancher par une chaîne. Au-dessus de la table, un menu d'avant-guerre, dont la lecture quotidienne était pour moi une véritable épreuve. On avait l'air de bien se nourrir, à cette heureuse époque, à la Santé.

Les vieux murs humides et sales portent des inscriptions, faites au crayon ou gravées à l'aide de clous : « Ces punaises, c'est intolérable », « Courage », « Je partirai, Jeannette », « Mort à Huguette qui m'a donné »...

II

PREMIER MOIS A LA SANTE

Cette première nuit, je la passe sans dormir, méditant sur ma situation : j'ai peu de chance d'être relâché et je suis mal placé pour en vouloir aux Allemands. Il importe donc, avant tout, de garder le moral intact ; aussi, dès le premier jour, je me considère comme « mobilisé » et j'adopte pour consigne « on ne m'aura pas ».

Le lendemain, à 6 heures du matin, la porte de la cellule s'ouvre, afin de me permettre de prendre une cruche d'eau qui se trouve dans le couloir et de faire ma toilette. Puis on nous fait sortir dans la cour pour la soi-disant promenade. Cette cour est divisée en segments qui partent d'une tourelle centrale ; des murs très hauts et épais séparent chaque segment qui a huit mètres de long sur quatre de large ; c'est dans cet es-

pace que chaque détenu fait sa promenade, comme une bête en cage. Le gardien nous surveille du haut de sa tourelle.

Au cours de cette première promenade, je fais connaissance du collègue de la cage voisine ; il m'apprend son histoire en la criant très haut, bien que cela soit interdit. C'est M. René Dreyfus, éditeur d'art connu qui, pendant la guerre, avait publié quelques caricatures sur Hitler. Saisi de son affaire, le tribunal militaire allemand, se prononce pour un non-lieu, mais la toute-puissante *Gestapo* passe outre et l'un de ses chefs dit cyniquement à René Dreyfus ; « nous ne relâcherons pas le petit-neveu du colonel Dreyfus ». A chacune de mes rencontres, j'admire son courage. Capitaine aviateur de l'autre guerre, avec de magnifiques citations, il est toujours de bonne humeur.

— J'ai soixante ans, me disait-il souvent. Les Allemands peuvent abréger de quelques années ma vie, mais ils seront battus et c'est là l'essentiel (1).

---

(1) Ses paroles se sont avérées prophétiques. Au moment ou nous corrigeons les épreuves, un faire-part paru dans **Le Monde** du 14 juillet 1946, nous apprend que « M. René Dreyfus, ingénieur des arts et manufactures, capitaine de réserve, chevalier de la Légion

Nous sommes en septembre 1940. Les Allemands n'occupent que les deux premières divisions de la Santé. Les détenus sont sous la surveillance des gardiens français qui eux sont contrôlés par les Allemands. On trouve à la Santé les représentants de toutes les nations, préfiguration de l'Europe nouvelle « made in Germany ».

La plupart des gardiens français comprennent à quelle espèce de détenus ils ont à faire et essayent de nous rendre de menus services, ce qui n'est pas toujours aisé. Je me souviens de l'un d'eux qui venait régulièrement, à trois heures de la nuit, me chuchoter à travers le guichet les dernières nouvelles de Radio-Londres. Avec quelle impatience j'attendais cette minute. Sa joie éclatait en m'annonçant les premiers succès anglais en Afrique.

— Ils sont fichus, ils sont fichus, répétait-il.

La journée commence à six heures du matin, heure allemande. On apporte le « jus » pour ceux qui sont inscrits à la cantine, car jusqu'en février 1941, le régime intérieur de

d'Honneur pour faits de guerre, croix de guerre 1914-18, est mort pour la France, assassiné par les Allemands, au camp de Birkenau, le 21 janvier 1944 ».

la Santé était en partie français, et on était autorisé à dépenser 20 francs par jour. Cette cantine pour ceux qui, comme moi, étaient privés de visites et de colis (cette faveur dépendait de la *Gestapo*) était véritablement un salut.

Après le café vient la promenade, événement capital de la journée, car c'est à ce moment-là qu'on a la chance d'échanger quelques mots avec son voisin, si toutefois les gardiens veulent bien se boucher les oreilles, ce qu'ils font souvent, quitte à nous « engueuler », en apercevant un uniforme vert.

La promenade terminée, elle dure de 10 à 15 minutes, on nous ramène dans nos cellules vers 8 heures du matin. Alors commence l'attente d'un autre événement important de la journée : la visite médicale. Cet excellent docteur Desfarges, combien d'entre nous, anciens prisonniers des « divisions allemandes », se souviennent de lui avec reconnaissance. Car il admettait à ses consultations tous les « malades », sans s'embarrasser du degré de la maladie inexistante. Aussi tous les jours, la presque totalité des « détenus allemands » se portait malades. Vers onze heures du matin les gardiens commencent à ouvrir les portes des cellules et à ré-

unir les « malades » qui se placent en file indienne dans le couloir. Il faut du temps pour assembler tous les clients du docteur Desfarges et les gardiens procèdent avec une lenteur admirable. Ces préparatifs demandent, au moins, une demi-heure de temps pendant laquelle on peut parler à ses camarades, passer les consignes nécessaires, apprendre les nouvelles... Quand un *feldgrau* passe, les gardiens français prennent un air rogue et se mettent à hurler. Nous arrêtons de parler. Mais parfois cette apparition est si soudaine que les gardiens et les détenus sont pris en flagrant délit. Le *feldgrau* furieux se met à vociférer et nous attrappe tous. C'était sûrement une des raisons pour laquelle, un jour, les gardiens français furent remplacés par les Allemands. Le capitaine allemand estimait que les visites au docteur étaient devenus « un véritable danger militaire ».

La consultation même se passe très rapidement, car le docteur ne demande même plus les raisons de la visite, mais penché sur son registre, il trace quelques mots, et transmet parfois à voix basse un message d'un parent ou d'un ami du dehors.

Si ces lignes tombent sous ses yeux, qu'il y trouve l'expression de ma profonde reconnaissance....

Avec la visite médicale, la série des distractions est close, jusqu'au lendemain matin.

Deux fois par semaine, on avait droit au coiffeur, un détenu de droit commun, qui installe son salon dans le couloir même de la division. On y va par groupes de cinq et c'est l'unique occasion de se voir dans un miroir.

Chaque dimanche, nous sommes autorisés à écrire une carte-lettre que le gardien nous apporte en même temps qu'un porte-plume et de l'encre. Il faut, en style télégraphique, s'ingénier à couvrir le papier le plus rapidement possible. Les lettres du dehors, avant le régime allemand, pouvaient nous parvenir tous les jours.

Je choisis pour correspondante M. S. (1) à qui j'exprime ici toute ma gratitude. Elle se chargea de m'envoyer du linge, de l'argent et surtout de m'écrire. Ceux qui ont passé par la prison, et ils sont légions en Europe, savent ce que c'est de recevoir des lettres.

Parmi les nombreuses personnes que j'ai rencontrées à la Santé, le premier mois de mon séjour, je me rappelle un Juif autri-

(1) Mme Scherrer, bibliothécaire à l'Institut d'Etudes Slaves de l'Université de Paris.

chien, arrêté sous le prétexte fallacieux de n'avoir pas acquitté ses impôts de 1939-1940. Or, ce malheureux avait quitté Vienne légalement, en janvier 1939, dépouillé de tous ses biens, après avoir signé un papier, que jamais plus il ne retournerait en Autriche. Il savait qu'il était destiné à être déporté dans un camp de Juifs. Le départ pouvait avoir lieu tous les jours. Cependant, cet homme pieux ne cessait de répéter : « tout est entre les mains de Dieu ». Or, par un hasard miraculeux, il a été libéré en octobre et me fit dire par un gardien : « vous voyez bien que tout est entre les mains de Dieu ».

Un jour, dans le couloir, j'ai vu un homme en lambeaux, couvert de sang. Il s'appelait Leclerc ; il avait caché dans sa grange des prisonniers anglais et avait été dénoncé par un officier français de l'armée coloniale, détail qui l'attristait beaucoup.

Un homme chauve, déjà âgé, nettoyait les dalles de notre couloir. C'était un général espagnol de Barcelone, condisciple de Franco à l'Ecole Militaire et qui avait commandé une armée républicaine. Un autre Espagnol, directeur de la Sûreté, sous la République, distribuait les gamelles.

J'ai également présent à la mémoire, un

jeune communiste de 17 ans qui avait coupé les fils télégraphiques entre Aubervilliers et Paris. Condamné à mort par le Conseil de guerre allemand, mais grâcié en raison de son âge, il devait partir aux travaux forcés en Allemagne. On fit cercle autour de lui, on parla de « l'amitié germano-soviétique ». Le jeune garçon prit alors un air mystérieux et nous dit :

— Attendez, la guerre n'est pas encore finie.

Chez le médecin, un artisan de Chartres me dit que sa femme et lui étaient à la veille d'être déportés en Allemagne, car on les avait arrêtés à la place de leur fils, prisonnier évadé.

Les premiers jours de ma détention, j'ai rencontré à plusieurs reprises, un Tchèque, combattant de l'autre guerre, du nom Steiner, qui me disait souvent en russe :

— Non, la liberté ne mourra pas, c'est eux qui périront et les Tchèques seront à nouveau libres.

Il a été déporté en Allemagne.

Un Anglais, resté à Paris, fort probablement chargé d'une mission secrète, me disait avec son flegme britannique :

— Les Allemands sont forts, très forts, pen-

dant deux ans encore nous serons battus et ensuite c'est nous qui les battrons.

Lui, non plus, ne resta pas longtemps à la Santé.

Un matin, de la fin de septembre, en sortant dans le couloir pour prendre ma cruche d'eau, je vis, non sans surprise, un de mes compatriotes, M. Alexandre Choulguine. Des divergeances politiques nous avaient séparés depuis des années et nos rapports étaient plutôt froids. M. Choulguine appartenait de longue date au groupe dit « polonophile ». En ma qualité d'ancien, je lui passai quelques « tuyaux » et même une cigarette. M. Choulguine recevait, de temps à autre, les visites de sa femme et il partageait avec moi les modestes colis qu'elle lui apportait. Je me souviendrai toujours avec reconnaissance de la sollicitude que M. et Madame Choulguine ont manifesté à mon égard, durant les mois de détention.

Le 2 octobre restera pour moi une date mémorable. Ce jour-là, un détenu de droit commun me fit un cadeau d'un prix inestimable : un bout de crayon. Le lendemain je commençai à tenir mon journal.

Je transcris donc ici les feuillets, déjà jaunis, sur lesquels les signes tracés au crayon commencent à s'effacer.

III

MON JOURNAL

1940

Jeudi 3 *Octobre.* — Le froid à venir me préoccupe beaucoup.

Samedi 5 *Octobre.* — Une lettre de M. S. m'annonce que le frère de Junia Letty (1), le byzantiniste Henri Grégoire, vient de quitter Toulouse pour se rendre aux Etats-Unis. C'est très bien, il vaux mieux prévenir que guérir. A la promenade je communique à mon voisin Choulguine un code pour correspondre à travers les murs de nos cellules.

Dimanche 6 *Octobre.* — Journée morose et triste, mais je demeure optimiste. J'ai enfin

(1) Pseudonyme de Mme André Castagnou, femme de lettres, morte en janvier 1941.

obtenu l'autorisation de recevoir *L'Illustration*, seule revue qui peut franchir les murs de la Santé. Dans le numéro du 7 septembre, un topo du fumiste Abel Bonnard sur les « Miracles d'une défaite ». Il pose sa candidature au *Kulturleiter* de l'Etat Français.

Lundi 7 *Octobre.* — Temps magnifique. Pourvu que cela dure ! Reçu de M. S. une garde-robe qui, si elle n'est pas de première élégance, me tiendra chaud. Je commence mes missives hebdomadaires par « courage et patience, N..... jour de ma réclusion »....

Vendredi 18 *Octobre.* —Notes relevées sur un exemplaire des « Fleurs du mal », appartenant à la Bibliothèque de la prison : « Tino des Ternes tombé pour vol d'autos est à sa troisième condamnation », « Honneur aux hommes, mort aux donneuses », « La terre tourne autour du soleil et le prisonnier autour de sa liberté, signé Tino ». « Tandis que toi, Tino, tu tournes autour des autos », « Mort à Dormoy et vive la cagoule », « A bas les cagoulards », « Les communistes au poteau ! »....

Samedi 26 *Octobre.* — Il faut avoir été en

prison pour comprendre à quel point l'homme peut s'habituer à toutes les misères. J'apprends par un gardien que Pétain et Hitler se sont rencontrés en France et ont décidé de collaborer, comme si l'on pouvait collaborer avec les Allemands ! En Ukraine aussi, nous avons essayé de collaborer en 1918.

Dimanche 27 *Octobre.* — Espagnols, Italiens, émigrés allemands, Alsaciens, tout un convoi vient d'arriver de l'autre zone, livré par Vichy. Un Alsacien, père de sept enfants, engagé volontaire des deux guerres et qui boîte à la suite d'une blessure, se trouve parmi eux.

Lundi 28 *Octobre.* — A la promenade, on me passe un journal de l'armée allemande, *Der Soldat im Westen*, j'y trouve une photo avec la légende suivante : « L'ordre nouveau en Hollande, les policiers de Rotterdam apprennent l'allemand ».

Samedi 2 *Novembre.* — « L'Illustration » est ignoble. Qui est-ce ce Jacques de Lesdain qui écrit des inepties avec l'assurance d'un maître ? Mon voisin de la cellule 39 est dans un état lamentable. Il me dit avoir été inter-

rogé et battu six fois. C'est un Hongrois, un vieux militant communiste qui séjournait en France sous un faux nom. La *Gestapo* veut à tout prix connaître son vrai nom. Il a un fils, ingénieur en U.R.S.S. ; les policiers allemands qui le savent menacent le père de faire passer son fils pour un agent allemand et de le faire fusiller par les Russes. Mais le vieil homme qui est un rude lutteur m'assure qu'il ne dira rien. Selon lui, la guerre entre les Soviets et l'Allemagne est inévitable. Le brave Savtchyne, mon compatriote, m'a envoyé aujourd'hui un petit mot d'encouragement.

Dimanche 3 *Novembre.* — Ce matin le bruit court que Goering a été assassiné. Je n'en crois rien. On entend ici les nouvelles les plus fantaisistes. C'est à se demander si ce ne sont pas les Allemands qui lancent ces faux bruits pour ébranler le moral des prisonniers. J'ai baptisé ces nouvelles « Radio-Santé » et le nom a du succès. Hier chez le médecin, j'ai longtemps parlé avec un Italien qui fait vraiment peine à voir. C'est un ancien maire, député, ami de Gabriel d'Annunzio. Il me montre deux photos de lui et d'Annunzio, dans un avion, survolant Vienne en 1915. Les Allemands l'ont arrêté

sur les instances de l'Ambassade d'Italie. Je reçois de M. S. un manteau « royal ». Enfin, je ne tremblerai plus pendant la promenade. Dans *l'Illustration*, je trouve un nouveau message de Pétain qui annonce qu'il faut se libérer des amitiés et inimitiés, dites traditionnelles, ce qui veut dire en bon français, rupture avec l'Angleterre et collaboration avec l'Allemagne.

Lundi 4 Novembre. — Beaucoup de monde ce matin au pansement. Les pansements se font, très tôt le matin, par le pharmacien de la Santé. Mes furoncles me donnent droit à ces visites. Un sous-officier allemand nous déclare :

— On nous assure que Wilkie sera élu, moi je ne le crois pas.

Je parle à un Italien fort distingué, amputé d'une jambe. C'est le président des anciens combattants italiens républicains, arrêté sur les ordres de Mussolini. Au sujet des avatars italiens en Afrique, il me dit posément : « Le peuple italien est un peuple de commerçants et non de guerriers. Le plus grand crime de Mussolini n'est pas d'avoir introduit le fascisme, mais d'avoir livrer l'Italie, pieds et

poings liés, à l'Allemagne. Cet asservissement nous le payerons cher ».

Mardi 5 *Novembre.* — La campagne du froid commence. On se plaint de tous côtés de rhumes et de sciatiques. Ceci m'est heureusement épargné jusqu'à présent. Mais me voici orné de furoncles, les premiers de ma vie. A la promenade, je parle à Sander, grand brasseur d'affaires qui appartient, comme il dit lui-même, aux deux cents familles. Il a été arrêté dans sa voiture, en revenant de Bruxelles où il a essayé de sauver quelques tableaux de sa collection.

Mercredi 6 *Novembre.* — Notre division est en liesse, les gardiens inclus, Roosevelt a été élu ! Cette nuit les sirènes ont hurlé, je me suis réveillé avec l'espoir de voir la Santé démolie par les bombes anglaises. D'autres ont eu la même pensée que moi, sans se dire que nous aurions été, fort probablement, les premières victimes.

Samedi 9 *Novembre.* — Renseignements pris, c'était une fausse alerte. Aucun avion anglais n'a survolé Paris. Mais ils viendront un jour, j'en suis sûr. Nous ne serons peut-

être plus là. Quel froid ! Un des moments les plus lugubres de la journées, c'est l'heure des pansements. Il fait noir dans le couloir, devant l'officine du pharmacien. Nous sommes là avec les détenus de droit commun qui ont des mines patibulaires. Ce matin, scène pénible : je me tiens à côté de l'Alsacien, père de sept enfants, livré par Vichy. Sander qui est près de moi me dit à voix basse : « Ces Alsaciens ne savent pas s'ils veulent être Français ou Allemands ». L'Alsacien qui l'entend se met à crier, sans faire attention aux Allemands qui se trouvent tout près: « Nous ne voulons par être avec les Boches ».

Lundi 11 *Novembre.* — Nouvelle alerte la nuit. Aujourd'hui anniversaire de l'armistice. Qu'est-ce que l'Europe a fait de cet armistice ?

Mardi 12 *Novembre.* — On me passe par le guichet *l'Illustration.* Sur la couverture on voit Petain qui serre la main à Hitler. A l'intérieur, Franco souriant prend congé du Führer à la frontière franco-espagnole. J'y trouve également un message de Pétain que je transcris ici : « C'est librement que je me suis ren-

du à l'invitation du Führer... Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe... C'est dans l'honneur (on n'a jamais tant parlé d'honneur que depuis 1940. E. B.) que j'entre dans la voie de la collaboration...» Les valeureux Italiens de Mussolini se font battre par les Grecs. Ceci est une surprise pour moi. On parle ici d'une rencontre Hitler-Molotov à Berlin. Depuis hier, une centaine d'étudiants sont à la Santé, toutes les cellules sont occupées par eux. On nous dit que les étudiants ont manifesté à l'Etoile et qu'ils ont crié « Vive de Gaulle », Les Allemands ont tiré dessus, il y a eu des morts et des blessés.

Mercredi 13 *Novembre.* — Au pansement je vois un jeune professeur du lycée Lakanal. C'est lui qui a porté les fleurs sur la tombe du Soldat Inconnu. Il me parle de sa petite fille, née le jour même de son arrestation et qu'il n'a pas vue. La cellule 45 est occupée par un Italien du « milieu » qui a eu des démêlés avec des soldats allemands pour une fille sans vertu. Il est très laid et provoque le rire général quand il déclare qu'il est en prison « pour des filles ».

Jeudi 14 *Novembre.* — Aujourd'hui chez le médecin, le couloir est envahi par les étudiants. Tous très gais et se souciant fort peu de ce qui les attend. Quelques-uns sont blessés. Sander qui, je ne sais par quel moyen, arrive à se procurer du tabac, le distribue généreusement aux étudiants. M. S. m'annonce dans sa lettre que toutes les facultés ont été fermées. Un des étudiants me passe un numéro du *Matin,* que je lis avec dégoût. Il paraît que les femmes qui sont à la Santé, ont une attitude héroïque. Ceci me fait penser à un journal anglais qui écrivait pendant le siège de Paris, en 1871, que si la nation française était composée de femmes, ce serait une nation terrible. Dans l'après-midi, visite inattendue d'un officier de la *Gestapo,* accompagné d'un sous-officier. L'officier me demande si je n'ai pas de réclamations à formuler. A ma réponse négative il me dit : « Vos voisins se plaignent d'être au régime de droit commun. S'il en est ainsi, c'est de par la volonté de M. Daladier qui a supprimé le régime politique ».

Vendredi 15 *Novembre.* — Dreyfus que je vois au pansement, me lit des vers qu'il a composés et qui se terminent par le refrain :

« Un jour on sera libre ». Je l'aime pour son courage et son bon sens. Il me passe *Athènes, une démocratie* de Robert Cohen. Que d'analogies avec notre III-ème République ! Une heure de conversation « par téléphone » avec Choulguine, sur Dostoïevski. Hier une déportation a eu lieu, deux émigrés allemands de notre division ont été emmenés. Ces déportations, comme nous l'avons constaté, ont lieu chaque troisième jeudi du mois. Cette nuit-là, on ne dort pas. Avant mon arrivée ici, les prisonniers étaient prévenus de leur départ, mais après deux suicides, on a changé de système.

Samedi 16 *Novembre.* — Une fois de plus, je passe une nuit sans sommeil. Au pansement je retrouve le jeune professeur de Lakanal qui me dit qu'il sera traduit devant le tribunal militaire. Vive altercation avec un gardien qui est insolent avec Choulguine. Je lui dit son fait et lui crie que nous n'admettrons pas de mufleries de la part des Français, les Boches nous suffisent.

Dimanche 17 *Novembre.* — Nous passons à la douche tous les quinze jours. Or, nous avons trois minutes pour nous dévêtir,

prendre la douche et nous rhabiller. C'est une procédure peu ragoûtante. Les dimanches sont des journées tristes : pas de promenades, pas de visites au médecin.

Mercredi 20 Novembre. — Je suis grippé et je passe une nuit sans sommeil. Par représailles, depuis trois jours pas de visite médicale. A la promenade, je rencontre un jeune Lorrain de Metz. Il a été arrêté à Châlons, en voulant rentrer à Metz. Il n'a personne pour lui envoyer des vêtements et du linge et souffre beaucoup du froid. Il crie à tout propos : « Je suis Français et les Allemands n'ont pas le droit de m'arrêter ». Il a été malmené à l'interrogatoire, mais il n'a pas l'air abattu et attend les Américains qui viendront libérer Metz! Un gardien me dit d'un ton sentencieux: « Si les Boches vous ont mis en prison, c'est pour vous e..... »

Jeudi 21 Novembre. — Ce matin, très tôt, le pharmacien me convoque. Cela m'étonne beaucoup, car je ne me suis pas fait inscrire pour le pansement. Or, c'est une ruse du brave pharmacien qui me demande de l'aider à remonter le moral d'un des étudiants arrê-

tés le 11 novembre. Je fais de mon mieux et je parviens à le réconforter un peu.

Vendredi 22 *Novembre.* — A la promenade je rencontre un journaliste français qui compte sur sa très prochaine libération, car, selon lui, une paix sera bientôt signée entre la France et l'Allemagne. *Sancta simplicitas !* Je relis avec plaisir *Jacot et Lori* de Bainville que l'on m'a passé à la promenade. Cette Cassandre française avait raison de répéter que cela finirait mal. Il semble que Maurras est collaborateur cent pour cent.

Samedi 23 *Novembre.* — Dans la nuit vers quatre heures, mon petit gardien vient me chuchoter à travers le judas les dernières nouvelles de Londres : « Cela ne va pas si mal. Patience ». Aujourd'hui, un soleil qui fait regretter d'être en prison. Chez le coiffeur je vois le lecteur de polonais à l'Université de Bordeaux qui était en même temps consul honoraire. Il habite la France depuis trente ans et il a épousé une Française. Arrêté à Bordeaux, il a été transféré ici, malade, exténué, lamentable.

Dimanche 24 *Novembre.* — Nuit sans som-

meil. Le temps est doux. C'est dimanche, nous sommes bouclés pour la journée. J'écris à M. S. : « La vie vaut la peine d'être vécue, rien que pour voir comment tout cela finira ».

Mardi 26 *Novembre.* — Mal dormi. Toute la journée j'arpente ma cellule, plein de rage contre Htiler et ses acolytes auxquels je dois mon séjour ici. Est-ce le moral qui commence à fléchir ?

Dimanche 1er *Décembre.* — Reçu la première lettre de ma fille qui se trouve à Annemasse. Il fait très froid, j'ai mis sur moi tout ce que je possède, sans arriver à me réchauffer.

Lundi 2 *Décembre.* — Je suis un des seuls ici à n'avoir pas été interrogé encore. Je me demande à quoi cela tient.

Mardi 3 *Décembre.* — Je reste couché toute la journée à cause du froid. Dernier bobard de « Radio-Santé » : on attend pour cette semaine une amnistie générale pour tous les clients de la Santé. *Miseri quod optant desiderant.* Dreyfus me passe le *Culte du moi* de Barrès. Combien cela paraît prétentieux,

suranné et ennuyeux en 1940 ! Grand événement : on procède au nettoyage de ma chère cellule et je me trouve avec tous mes bagages au N° 1 où j'écris ces lignes. Un jeune homme d'Angoulême qui se trouve ici, a été pris avec mille lettres qu'il transportait dans l'autre zone. Il a été condamné à trois mois de prison.

Mercredi 4 Décembre. — A la visite médicale on me dit que quarante-six étudiants ont été libérés hier. C'est là que je rencontre Paul Langevin. Les Allemands lui reprochent d'avoir présidé un Comité d'aide aux Juifs allemands. Il leur répond que pour lui il n'y a pas de Juifs, mais des réfugiés allemands. Vichy l'a, naturellement, révoqué. Je lui dis qu'il est en bonne compagnie avec Michelet et Edgard Quinet. « Et avec Renan », me répond-il. Reçu de M. S. un sac de couchage, une véritable merveille.

Jeudi 5 Décembre. — Au pansement je fais la connaissance d'un officier polonais, ancien substitut à Cracovie. Il se plaint amèrement des autorités de Vichy qui l'ont empêché de quitter la France pour aller en Angleterre. Cet homme naïf s'est rendu à

l'Ambassade d'Allemagne pour demander l'autorisation de rentrer en Pologne. On l'a reçu fort courtoisement et on l'amené ici. Notre cantine est de plus en plus pauvre, on n'y trouve presque plus rien.

Samedi 7 *Décembre.* — Je reintègre mon ancienne cellule que je retrouve presque avec tendresse. Vers onze heures, visite d'un feldvebel qui accompagne un officier allemand, monocle à l'œil, visage impénétrable. Il examine froidement la cellule, sans me regarder. Je me tiens auprès de ma table. « Mettez-vous au garde-à-vous quand un officier allemand entre dans votre cellule », hurle le feldvebel. Je ne bouge pas. Pas de sanction jusqu'à ce soir.

Dimanche 8 *Décembre.* — Il paraît qu'on peut se faire envoyer des livres de l'extérieur. Je m'empresse de l'écrire à M. S. Vichy parle beaucoup de Péguy, ce qui est assez bizarre, car c'est un clerc qui n'a pas trahi.

Lundi 9 *Décembre.* — Nuit agitée. On parle de l'installation de Pétain à Versailles, et de notre transfert au Cherche-Midi. Dans un numéro du *Matin*, j'apprends que le sinistre

Rosenberg a fait, le 28 novembre, au Palais-Bourbon, en présence des officiers allemands, une conférence sur les idées de 1789. Ces quelques lignes de l'ignoble journal me donnent la nausée pour toute la matinée, jusqu'au moment où l'on m'apporte *l'Illustration* où je trouve d'autres nouvelles aussi alléchantes : Pétain a fait un voyage triomphal à Lyon où il a été salué par le clergé, les généraux et une foule immense. Ici même, il y a des patriotes français qui lui gardent leur confiance, croyant à un double jeu de sa part. Je jette un coup d'œil sur les programmes des cinémas : trois films allemands.

Mardi 10 *Décembre.* — Ce matin, chez le médecin, je vois le général Chapoval (1). Je savais par Choulguine qu'il était là depuis cinq jours. Selon lui, dans la colonie ukrainienne on est persuadé qu'il y aura une guerre entre l'Allemagne et les Soviets. Dans l'après-midi, un sous-officier allemand entre dans ma cellule, me remet une lettre et me demande les timbres. C'est un étudiant de l'Université de

(1) Président de **l'Association Ukrainienne en France**, M. Nicolas Chapoval, était un adversaire de l'hitlérisme.

Hambourg. Il préparait une thèse sur la Révolution française avec le professeur Salomon. Nous parlons d'histoire. Il me demande pourquoi je suis arrêté. Je lui réponds prudemment que je n'en sais rien. Alors il sort et m'apporte du bureau allemand ma fiche où il est écrit: « Démocrate, francophile et franc-maçon. Propagande de haine contre l'Allemagne. Ennemi du Reich ».

Mercredi 11 *Décembre.* — Le matin, en prenant ma cruche d'eau, je vois le nouveau pensionnaire de la cellule 39. C'est un Allemand émigré qui, à l'entendre, avait été mêlé à l'attentat contre Hitler à Munich. Arrêté à Clermont-Ferrand par les autorités de Vichy, la veille de son départ pour les Etats-Unis, il a été livré aux Allemands. Le capitaine de la prison en voyant sa fiche lui a dit: « Votre compte sera vite réglé ». Il paraît assez calme et me demande un conseil. Embarrassé, je lui dis : « Faites traîner les choses, il y a toujours des miracles ».

Jeudi 12 *Décembre.* — Mon voisin, l'Allemand, a hurlé toute la nuit, impossible de dormir. Est-il devenu fou, ou le simule-t-il ? Cette nuit un départ doit avoir lieu pour l'Al-

lemagne. Chacun se demande si son tour n'est pas arrivé. Dans la lettre de M. S., je trouve un petit mot de Casta (1) qui évoque notre promenade à l'Abbaye de Port-Royal, la veille de l'invasion allemande et cite ses vers : « Les temps sont durs, Antigone est morte... »

Samedi 14 *Décembre.* — Dix-sept personnes ont été déportées de notre division. L'Allemand continue à hurler. Le gardien me dit qu'il a tenté de s'ouvrir les veines. Je vois dans le couloir Langevin accompagné de deux types de la *Gestapo.* Il a grande allure à côté de ces deux individus qui, du reste, l'appellent « maître ». Le froid se fait sentir de plus en plus.

Dimanche 15 *Décembre.* — J'écris à M. S. : « Je me porte bien, mon moral le 104-ème jour est aussi bon que le premier. Je remplis les devoirs de mon état, comme dit Diderot ».

Lundi 16 *Décembre.* — J'ai faim tout le temps. Mes douze vêtements ne parviennent pas à me réchauffer. Toute la journée, il fait

(1) André Castagnou, poète, mari de Junia Letty, mort en 1942.

noir et froid. C'est un vrai exploit que de se laver le matin. Les nuits paraissent interminables. Langevin se plaint de ne jamais savoir l'heure dans la nuit. Un sous-officier allemand passe avec une liste pour inscrire ceux qui voudraient assister à la messe qui aura lieu, paraît-il, une fois par semaine.

Mardi 17 *Décembre.* — L'heure allemande nous fait passer presque toute la journée dans l'obscurité. Si l'on pouvait, au moins, dormir. Mais ici intervient le froid et le « bon » lit. Je rencontre à la promenade Chapoval qui me passe du chocolat. Sa femme est autorisée à venir le voir deux fois par semaine et à lui apporter des colis. Bonne surprise : M. S. m'annonce l'envoi d'un gillet doublé de mouton. Je lis avec plaisir *Histoire des Etats-Unis* de Firmin-Roz et suppute d'avance comment cette formidable force industrielle s'abattra sur l'Allemagne. Un gardien me dit que Laval a été arrêté par Pétain et remplacé par Flandin le Munichois.

Jeudi 19 *Décembre.* — Le professeur de Lakanal qui, le 11 novembre, avait déposé des fleurs sur la tombe du Soldat Inconnu, a été condamné à un an de prison. *L'Illustration*

d'aujourd'hui publie six pages sur « le retour des cendres de Napoléon ».

Vendredi 20 *Décembre.* —Nuit agitée. Mon voisin allemand a hurlé tout le temps. Le pauvre Aiglon a été ramené à Paris par les Allemands. J'apprends aujourd'hui que parmi les personnes déportées jeudi dernier se trouvait l'Allemand Kopel, Juif socialiste, réfugié en France. Son histoire est vraiment curieuse. Fils d'un riche antiquaire de Hambourg, il a joué un certain rôle politique sous le régime de Weimar. Réfugié en France depuis 1935, il a été interné au début de la guerre à Lille. Sa connaissance de l'anglais lui a valu d'être libéré pour servir d'interprète dans un bureau anglais. Lors de l'invasion allemande, il a réussi à venir jusqu'à Paris où il a fait de la propagande socialiste parmi les soldats de la Wehrmacht. Un « ami » socialiste l'a donnée à la *Gestapo* qui l'a arrêté, sans savoir qu'il était Juif. Au cours de l'interrogatoire, son origine a été découverte. Son cas s'était beaucoup aggravé du fait que Kopel avait épousé à Paris une réfugiée allemande, aryenne, nièce d'un membre influent du parti nazi. L'officier de la *Gestapo*, troublé par cette découverte, a essayé vaine-

ment de faire dire à Kopel qu'il n'était que demi-juif. Kopel s'attendait à être déporté à Hambourg pour être jugé du crime contre la pureté de la race allemande. Le plus curieux est que Kopel, un garçon vraiment sympathique, m'a longuement expliqué qu'il souhaitait la victoire de l'Allemagne qui, selon lui, devait introduire le véritable socialisme, tandis que la victoire anglaise serait l'affermissement du capitalisme. Ces Allemands sont vraiment compliqués ! Une lettre de M. S. m'annonce qu'on a refusé d'accepter des livres qui m'étaient destinés, comme à un « ennemi du Reich »... Dernier bobard de « Radio-Santé » : Pétain aurait protesté officiellement contre les arrestations arbitraires. J'ai en main un numéro de l'*Oeuvre* de Déat de Dantzig. Sa seule ressemblance avec l'ancien journal, c'est que l'on y mange du curé.

Dimanche 22 Décembre. — Je rencontre chez le coiffeur un Belge ramené de Bruxelles, il y a cinq jours. Il me dit qu'à Bruxelles le moral est très bon. Je reçois aujourd'hui une lettre fort spirituelle de P. (1)

(1) Antun Polanscak, lecteur de serbo-croate à l'Ecole Nationale des Langues Orientales Vivantes.

Lundi 23 *Décembre.* — Une lettre de M. S. qui me conseille d'employer les procédés tibétains pour me réchauffer dans ma cellule. Quel froid, pire que celui que j'éprouvais dans les tranchées en 1915. Dans l'après-midi, pour me distraire je me mets à chanter. Un gardien vient me dire que cela est interdit. Je lui demande s'il vaut mieux pleurer. Il reste interloqué, puis, après avoir réfléchi, il m'apporte le dernier numéro de l'*Illustration* où je cueille quelques perles, dans l'article de J. Coudurier de Chassaigne : « Hitler secoua les Juifs comme un lion ses parasites... », « L'Angleterre, colosse aux pieds d'argile, chancelle sur ses bases... » Tout le numéro est consacré au retour du pauvre Aiglon. Quelle sinistre comédie : des soldats allemands qui montent la garde devant le fourgon de celui qui se réclamait « prince français », Abetz à côté de Darlan et du général von Stülpnagel....

Mardi 24 *Décembre.* — Aujourd'hui on a enfin relâché le pauvre Espagnol, avocat à Barcelone et ancien secrétaire particulier d'un ministre républicain, qui se promenait ici en pyjama, tel qu'il avait été cueilli en été, à son domicile. Mon voisin, l'Allemand, hurle nuit et jour. Le major tchèque Cermak

s'attend à être déporté. Il me cite aujourd'hui les vers de Kollar: « Celui qui met des esclaves aux fers est lui-même un esclave »... Cette veille de Noël en prison, on s'en souviendra ! « Radio-Santé » annonce une amnistie pour demain. Je ris en moi-même.

Mercredi 25 *Décembre.* — Comme cadeau de Noël nous avons une double ration de froid. Mes dents claquent.

Jeudi 26 *Décembre.* — A la promenade nous sommes surveillés par un gardien sympathique qui me dit : « C'est un honneur pour moi de garder des prisonniers patriotes ». Le Polonais Konarski, directeur d'une banque polonaise à Paris, a été libéré. Il était accusé de prêter une aide financière à ses compatriotes. Mon voisin, l'Allemand a réussi en fin de compte à se faire transférer à l'infirmerie de Fresnes. Pour combien de temps ? Je reçois une carte interzone de ma fille d'Annemasse et une lettre de M. S. m'annonçant l'envoi d'une couverture ; celle-ci arrive en même temps. C'est un beau cadeau de Noël.

Vendredi 27 *Décembre.* — A la promenade je vois un étudiant, Juif de Roumanie. Il fait

une thèse sur Huet, évêque d'Avranches. Il est ici pour avoir tenté de franchir la ligne de démarcation, revenant de la zone sud.

Dimanche 29 *Décembre.* —Depuis quelques jours « Radio-Santé » se surpasse : La Russie est sur le point d'attaquer l'Allemagne, l'Italie a demandé l'armistice, Pétain doit venir s'installer à Paris, pour finir — amnistie générale pour les détenus politiques. Hier, pendant la visite médicale, je dis à notre cercle ce que je pense de ces bobards. Mes collègues ne sont pas contents de me voir démolir ces châteaux en Espagne. Je me demande d'où peuvent venir ces « nouvelles ». Lettre à M. S.: « Le froid a déclenché une attaque générale, mais en ma qualité d'ancien artilleur, j'ai arrangé dans mon lit un vrai blindage où je me défends honorablement. J'espère qu'il tiendra mieux que la ligne Maginot ».

Lundi 30 *Décembre.* — Le froid persiste. Un journaliste américain me passe aujourd'hui à la promenade un numéro du *Matin.* De tous les torchons allemands, c'est incontestablement le plus dégoûtant. Il pue la trahison. Dans l'*Illustration,* Robert de Beauplan prêche la « collaboration loyale ». Le même

Robert de Beauplan, dans l'*Illustration* d'il y a un an, faisait des articles prosémitiques.

Mardi 31 *Décembre.* -- A la promenade, en échangeant quelques mots avec Chapoval, j'apprends enfin qui était le mystérieux Lévi sur lequel on m'a posé des questions au moment de mon arrestation. Je rencontre chez le médecin le président des anciens combattants italiens républicains. Il attend sa déportation avec courage. Un sous-officier allemand passe dans chaque cellule pour noter la date de l'arrestation et de l'interrogatoire de chaque détenu. Chacun interprète cette visite comme bon lui semble. L'année se termine sur une pluie maussade.

1941

Mercredi 1er *Janvier.* — A minuit nous échangeons avec Choulguine trois coups contre le mur pour nous souhaiter la bonne année. Choulguine est plein d'espoir ; sa femme qui est venue le voir espère sa prochaine libération.

Jeudi 2 *Janvier.* — Je vois chez le coiffeur le Belge de Bruxelles. C'est un avocat communiste, du nom de Bastian. Sander a été interrogé. Son moral est excellent. Ce n'est pas pour rien qu'on l'avait surnommé « Premier Cuirassier de France » au cours de l'autre guerre. Une lettre de M. Beaulieux (1) qui me souhaite bonne santé et courage et qui joint à sa missive de l'argent. Je suis très touché par ce geste, surtout que c'est la première

(1) Professeur de bulgare à l'Ecole Nationale des Langues Orientales Vivantes.

lettre d'un collègue slavisant. J'apprends l'assassinat de Jorga. Encore une victime de la tyrannie qui s'est abattue sur l'Europe.

Vendredi 3 *Janvier.* — Une déportation a eu lieu hier. On ignore encore les noms des déportés.

Samedi 4 *Janvier.* — Il neige et le froid persiste. Mes doigts sont gelés. Je ne puis ni écrire, ni communiquer avec Choulguine. Un officier de la *Gestapo* vient me demander où se trouve André Mazon. Je lui dis que je l'ignore. La femme de Kopel a été déportée jeudi. L'étudiant roumain n'a eu que deux mois de prison. Il me dit que lors de son jugement, l'officier rapporteur lui a reproché de s'occuper de philosophie française et non de philosophie allemande.

Dimanche 12 *Janvier.* — Mauvaise nouvelle : un gardien me dit que d'ici peu les Allemands remplaceront les Français à la prison Mon voisin, le « fou », est revenu hier de Fresnes et aujourd'hui même il est reparti pour une « destination inconnue ».

Lundi 13 *Janvier.* — Un sous-officier alle-

mand vient m'annoncer que d'ici peu je serai interrogé.

Mercredi 15 *Janvier.* — Je rencontre chez le coiffeur un inspecteur des assurances, ancien combattant de l'autre guerre, décoré de la Légion d'Honneur à titre militaire. Il est là depuis deux jours pour avoir déchiré une affiche où les Allemands annonçaient l'exécution d'un ingénieur français à titre de représailles (1).

Jeudi 16 *Janvier.* — Le substitut de Cracovie a été avisé qu'il serait déporté en Allemagne.

Samedi 18 *Janvier.* — La neige qui est tombée en grande quantité nous a empêchés de faire notre pauvre petite promenade.

Dimanche 19 *Janvier.* — Hosanna ! Le temps s'adoucit. Le soleil brille et je sors de mon blindage. Je rédige mon bulletin pour M. S.: « Santé bonne, patience de fer, courage inébranlable. En langage de corps de garde

(1) Il s'agit de Jacques Bonsergent, fusillé le 23 décembre 1940.

cela se dit, je m'en f..... royalement. Voyez-vous, je commence à comprendre la force des hérétiques, Avvakum y compris. Il y a une volupté à subir des misères physiques pour une idée ».

Mardi 21 *Janvier.* — Le dégel continue, l'eau coule le long des murs et je regrette presque le froid. Le nouveau gardien qui a l'air d'une brute, m'a tutoyé. Je n'admets pas cette muflerie de la part d'un Français et je refuse de sortir de ma cellule. Le surveillant qui passe à ce moment-là me donne raison.

Jeudi 23 *Janvier.* — Un soldat allemand vient me faire remplir une fiche sur ma religion, car nous aurons ici une messe catholique et un service protestant. Il me dit que les prisons de Berlin sont bien plus propres et mieux organisées que celles d'ici et me souhaite très sincèrement d'y être transféré. Je revois chez le coiffeur le lecteur de polonais à Bordeaux, il a l'air de plus en plus malade.

Samedi 25 *Janvier,* — A la promenade je parle à un certain Méténier qui est ici depuis quequels jours, et qu'on appelle « capitaine ». Une déportation a eu lieu avant-hier.

Mardi 28 Janvier. — Chez le médecin, longue conversation avec Méténier. A ma grande surprise, je découvre que c'est le Méténier de la Cagoule et qui a passé par la Santé, sous le gouvernement Blum. Méténier me dit qu'il était chef de la police de protection du Maréchal et c'était lui qui avait arrêté Laval. Envoyé par Pétain en mission à Paris, il a été immédiatement mis en prisons par Abetz. Dans l'après-midi, nous nous retrouvons chez le coiffeur, Méténier le cagoulard, le communiste Bastian et moi et tous trois nous tapons sur les Allemands. Décidément, ils ont le secret de créer l'union sacrée contre eux.

Mercredi 29 Janvier. — Sander par le guichet m'annonce sa libération. Je suis heureux pour lui. Vers une heure et demie, le surveillant me fait sortir pour me conduire à l'interrogatoire. J'en reviens à six heures et demie. Je suis très fatigué.

Jeudi 30 Janvier. — Je passe ma journée à noter mon interrogatoire et je refuse même d'aller à la promenade et chez le médecin.

INTERROGATOIRE

Il a lieu à la prison même. Je me trouve en présence d'un capitaine, de deux sous-officiers et d'une dactylo angélique qui parle bien le français et le russe. Le capitaine m'adresse la parole en russe et me demande si je désire répondre en russe ou en français. Je lui dis que je prefère me servir de l'allemand pour éviter les erreurs toujours possibles de la traduction. Le capitaine commence par me demander mon *curriculum vitae*... à partir de l'âge de huit ans. J'essaye de l'abréger, mais il m'interrompt et veut avoir des précisions sur mes parents, grands-parents, mes études secondaires et jusqu'aux noms de mes professeurs de lycée. Pour satisfaire sa curiosité sur ce dernier point, je cite des noms pris dans *Taras Bulba*, ce qui fait très ukrainien. Quant aux professeurs de l'Université, il désire connaître non seulement leurs noms, mais aussi les titres de leurs principaux travaux. Aussi l'interrogatoire sur cette partie de ma vie dure presqu'une heure. Pour la partie relative à mon activité politique en Ukraine, après la Révolution russe, son dossier ne semble pas contenir des choses précises, fort heureusement

pour moi. Aussi se contente-t-il de quelques questions insignifiantes.

Puis il tire de son volumineux dossier une feuille et me dit d'un ton menaçant : « Voici la liste de vos travaux » et la lit à haute voix. Celui qui l'avait composée avait poussé le zèle jusqu'à indiquer les livres à paraître....

Dans tous ces ouvrages il constate ma haine pour l'Allemagne et me reproche que ce soit un professeur français, réputé pour sa germanophobie et président du Comité de la Rive Gauche du Rhin, qui, dans la préface à « Napoléon et l'Ukraine », me rende hommage des services politiques rendus à la France, par ce livre. (1)

---

(1) Les citations de mes ouvrages et articles ont été rétablies plus tard. Voici le texte de la préface de M. E. Driault à « Napoléon et l'Ukraine » : « ...Lorsque le nom de l'Ukraine a reparu dans l'histoire, parmi les désastres de la Russie et du tsarisme unitaire, vous avez été un des premiers à proclamer en France que l'Ukraine n'était pas une pure invention de la science ou de l'ambition hégémonique de l'Allemagne... Laissez-moi, vous féliciter de nous avoir aidé à comprendre et à faire comprendre la vraie figure de Napoléon. D'aucuns, et surtout les Alemands, du moins les Prussiens, ont voulu le présenter comme un tyran, comme un despote, vous savez bien, vous, qu'il fut un libéra-

Puis il passe à mon livre « La paix ukrainienne de Brest-Litovsk » où il trouve l'expression de la même hostilité envers l'Allemagne. Il m'en lit quelques passages : « La question ukrainienne était pour Berlin un moyen de chantage contre la Russie.... L'Allemagne voulait forcer la main à la *Rada* (Conseil National Ukrainien) et la compromettre aux yeux du Gouvernement russe et de l'Entente... La traité de Brest-Litovsk n'était qu'une sinistre comédie... Les Empires centraux étaient venus en Ukraine chercher le blé. Les paysans n'avaient aucune intention de le livrer au roi de Prusse. Les Allemands organisèrent alors de véritables expéditions dans les villages ukrainiens. Les paysans résistèrent. Les exécutions se multiplièrent. Il en fut de même pour les ouvriers qui ne voulaient pas se plier aux fins de l'impérialisme allemand. Et que dire des intellectuels ukrainiens qui ne voulurent pas laisser l'Ukraine à l'emprise allemande et qui voulurent sauver l'honneur de leur pays et organisèrent des insurrections... A la fin de

---

teur. Vous nous avez rendu un grand service scientifique et politique en rappelant qu'il a réveillé aussi la conscience nationale de l'Ukraine... »

la domination allemande, les prisons étaient combles ».

La lecture de ces passages terminée, il tire un numéro des *Nouvelles Ukrainiennes* (1) et lit mon article sur « Un Institut Ukrainien à Berlin » : « Nous sommes en présence d'une institution qui, sous le couvert d'études scientifiques, est destinée à devenir un centre de propagande et d'expansion vers notre pays, rappelant la plus belle période de la politique coloniale allemande en Ukraine, après Brest-Litovsk. A la tête de cet « Institut scientifique » se trouve le général Wilhelm Groener qui fut chef d'Etat-Major des troupes d'occupation allemandes en Ukraine, en 1918, et en même temps l'âme et le symbole de la ruée des Allemands de Guillaume II vers Odessa, vers Rostov et de là vers le Caucase. C'est lui qui dirigea les opérations de représailles de sa soldatesque contre les villages pacifiques ukrainiens, représailles atroces qu'aucun « Institut scientifique » allemand ne saura jamais effacer de la mémoire des paysans ukrainiens. Il ne peut donc subsister aucun doute que la série des interventions militaires étant momentanément passée, c'est une péné-

(1) Du 1er décembre 1926.

tration pacifique en Ukraine que vont tenter les Allemands de la trempe du général Groener. Heureusement que les Ukrainiens savent par expérience ce que valent les missionnaires de cette espèce, qu'ils viennent de Guillaume II ou de Pilsudski et ils sauront leur barrer le chemin. Un échange continuel d'idées et d'œuvres entre les savants et les artistes ukrainiens et leurs collègues de l'étranger doit être établi. Mais cet échange doit se faire entre les représentants de l'Ukraine d'aujourd'hui et de domain, d'une part, et les représentants de la vie intellectuelle occidentale véritable et non des militaires déguisés. Nous répétons que cet échange doit passer par Paris et non par Berlin ».

— Ces lignes ne peuvent émaner que d'un véritable agent de la propagande française, me dit-il d'une voix pleine de colère. Votre amitié avec Pélissier, germanophobe acharné qui a combattu le « Deutschtum » à Prague, à Kiev, à Memel, ne peut que confirmer ce fait...

Il conclut alors que toute mon activité d'homme de lettres, avant même l'avènement du III-ème Reich, tendait à exciter la haine contre l'Allemagne.

Je lui réponds que ce qu'il me reproche n'est qu'un délit d'opinion, commis il y a plus de dix ans, dans un pays libre, par un homme qui n'avait aucune obligation envers l'Allemagne. Quant à mes ouvrages historiques, relatifs aux rapports franco-ukrainiens dans le passé, ils n'ont rien à voir avec la politique. Sans avoir de haine pour le peuple allemand, j'estime qu'il est de mon devoir, en tant que slave et ukrainien, de m'opposer aux plans allemands qui visent à l'asservissement de mon peuple. Je repousse catégoriquement l'accusation d'être un agent de propagande française. C'est de mon propre gré que je travaille au rapprochement intellectuel franco-ukrainien, pour faire connaître aux Français l'Ukraine et à mes compatriotes la culture française.

— La France n'a plus rien à voir dans l'Est européen, dit-il sèchement, en me coupant la parole. Quels étaient vos rapports avec le professeur Mazon ?

— Rapports de slavisants. M. Mazon est un savant et ne fait pas de politique.

— Il n'y a pas de savants qui ne fassent pas de politique, le professeur Mazon était un antimunichois notoire.

Il passe alors à ma collaboration avec

Eisenmann, « un juif, ennemi de l'Allemagne, agent de Bénès ». D'après mes articles publiés à la mort d'Eisenmann, il conclut que j'étais non seulement son collaborateur, mais aussi son ami, de même que l'ami du « Juif et belliciste » Victor Basch, qui a présidé une conférence faite par moi au Comité de la Ligue des Droits de l'Homme. (1)

Puis il passe au chapitre tchèque, tire de son dossier une coupure du *Temps* de 1938 où mon nom figure parmi ceux qui après Munich, avaient souscrit a une collecte en faveur des Tchèques expulsés des Sudètes.

Enfin, j'entends dire avec surprise que j'étais en rapports suivis avec les milieux catholiques français, que je connaissais fort bien Mgr. Beaupin, le Cardinal Verdier, Champetier de Ribes, M. Pezet et pour finir... l'impératrice Zita.

Je reste ahuri, sans pouvoir répondre, il continue à me regarder fixement, puis se met à crier : « Dvornik, Dvornik ! »

Je ne comprends toujours pas. Alors le ca-

(1) Il s'agit d'une communication faite en 1930 sur la fameuse « pacification » en Galicie et publiée dans les **Cahiers des Droits de l'Homme** du 30 novembre 1930.

pitaine démasque ses batteries et me lit un rapport où toutes mes rencontres avec l'abbé Dvornik (1) sont soigneusement notées, et me déclare que l'abbé Dvornik était l'agent de liaison entre les catholiques français et ma modeste personne. J'essaye alors de faire comprendre au capitaine que l'abbé Dvornik suivait mes cours à l'Ecole des Langues Orientales et que nous nous retrouvions à la sortie des cours. Le capitaine paraît ébranlé et commence une discussion sur l'attitude de mon ancien journal « Les Nouvelles Ukrainiennes », sur mes rapports avec les différents groupements ukrainiens et sur ce qu'il estime, lui, être le vrai patriotisme ukrainien. Ici je l'interromps en disant que je me refuse à le suivre dans cette voie, estimant que c'est une affaire intérieure ukrainienne. Furieux il me demande si je suis hostile à la nation allemande et quelle est mon attitude à l'égard du III-ème Reich. Je me borne à lui dire qu'élevé dans les principes libéraux et démocratiques, je ne puis partager les idées du national-socialisme.

L'interrogatoire est clos. Je signe le texte de l'interrogatoire et un engagement de ne révéler à personne son contenu.

---

(1) Le byzantiniste tchèque bien connu.

En guise de conclusion, le capitaine me dit que je ne serai pas jugé par un tribunal, mais que mon interrogatoire sera envoyé à Berlin qui statuera sur mon cas.

Vendredi 31 *Janvier.* —Nuit agitée. Je réfléchis à mon interrogatoire dont je n'attends rien de bon. Mais j'ai dit ce que je devais dire. On me passe un numéro du « Soldat im Westen » où je lis une description de l'entrée des Allemands à Strasbourg, le 19 juin 1940. Quelle tristesse !

Samedi 1*er Février.* — Ma santé commence à se ressentir du régime d'ici. Une lettre de ma fille m'apprend que je serai grand-père. Je ne pensais pas apprendre cette nouvelle dans une prison allemande. Le substitut de Cracovie a été déporté avec vingt Italiens. A la promenade, je vois le neveu d'un ancien ministre hongrois qui me raconte une histoire troublante : né en Silésie, il appartenait au parti national-allemand. Hitler l'avait chargé de prendre contact avec la Légation d'Angleterre à Budapest. Il est passé en France et il a vu ici quelques personnalités prêtes à négocier avec l'Allemagne. A Dijon, il a été arrêté par la *Gestapo* qui enquête sur son cas. Je

suis très prudent avec ce personnage énigmatique qui a cependant l'air d'un gentilhomme. Le 30 janvier, Hitler a annoncé dans un discours que l'année 1941 serait une année décisive. A voir ! Première messe allemande. J'y assiste dans un box comme j'en ai vu dans les films américains. Le prêtre allemand, un silésien, prêche avec beaucoup de tact. A la sortie de la messe, il serre la main à chaque détenu et fait connaître le jour où l'on peut se confesser. Pendant la messe, l'aumônier allemand fait placer dans l'autel huit prêtres détenus, français et polonais, parmi lesquels j'aperçois l'abbé Cegielka, recteur de la mission polonaise à Paris que j'ai déjà vu chez le coiffeur. C'est un homme admirable, d'une sérénité parfaite, ne doutant point de la victoire. A son interrogatoire il a déclaré qu'il souhaitait la défaite complète à l'Allemagne, en tant que prêtre catholique et patriote polonais.

Lundi 3 Février. — Il a beaucoup neigé et nous sommes privés de promenade. Le major tchèque Cermak me fait savoir par un détenu qu'il sera déporté ces jours prochains et me prie, au cas où je sortirais, d'en aviser la colonie tchèque.

Mardi 4 *Février.* —Toujours pas de promenade, car la neige atteint, paraît-il, cinquante centimètres. On me passe toute une collection de torchons allemands en français et en italien. « L'Italie Nouvelle » furieuse constate que les Français se réjouissent des défaites italiennes en Afrique.

Mercredi 5 *Février.* —Visite chez l'oculiste de la prison qui est un homme charmant et qui me dit avec compassion : « Si cela ne dépendait que des Français, vous seriez libérés aujourd'hui même, avec félicitations ».

Jeudi 6 *Février.* —Chez le médecin je vois un vieillard de 80 ans. C'est le bâtonnier de Coutances, vénérable d'une loge maçonnique, qui a refusé de livrer à la *Gestapo* la liste des membres. Dans l'après-midi, on m'appelle à l'interrogatoire. Je retrouve le même capitaine qui revient à la charge sur mes prétendus rapports avec les catholiques français. Il me demande de lui fournir des précisions sur les idées politiques des slavisants français et des professeurs de l'Ecole des Langues Orientales, plus particulièrement sur Marcel Cohen. Je le prends de haut et réplique qu'en ma qualité d'ancien officier, je trouve cette question

déshonorante et refuse de lui répondre. Il se tait pendant quelques instants, puis me dit avec un sourire : « Nous savons que vous vous êtes engagé dans l'armée française ». Je lui demande si c'est un crime. « Non, me dit-il, c'était votre droit, de même qu'il est de notre droit de vous garder en prison ! L'Allemagne mène une guerre pour son existence et elle ne peut laisser en liberté des hommes qui, comme vous, peuvent devenir un centre d'attraction pour une activité hostile. D'ailleurs, je vous l'ai dit, votre cas sera examiné et réglé à Berlin. Adieu ».

Vendredi 7 Février. —Cette nuit, nouvelle déportation. Vers trois heures de la nuit, on entend dans les couloirs le bruit des bottes ferrées, des vociférations, des portes de cellules qui s'ouvrent et se ferment. J'essaye vainement d'apprendre les noms de ceux que l'on emmène. Aujourd'hui, incident dont je ne peux prévoir les conséquences. En revenant de chez le médecin, je rencontre un vieillard distingué que je m'empresse d'interviewer, selon mon habitude. J'apprends, à mon grand étonnement, que je parle à M. Franck, ancien vice-président de la Cour d'Appel, beau-frère de Louis Eisenmann et condisciple de

lycée de Paul Boyer. M. Franck dirigeait une œuvre de bienfaisance israélite. Dans une lettre à un officier allemand, chargé du contrôle de cette œuvre, M. Franck écrivit : « Je prends bonne note de votre lettre... » L'officier considéra cette formule comme une injure à l'armée allemande et fit arrêter M. Franck. Pendant que nous échangeons ces quelques paroles, un gardien français, une espèce de brute, s'approche de nous et ordonne à M. Franck d'enlever son béret, en le tutoyant de manière fort grossière. J'essaye de lui faire entendre raison, en alléguant l'âge et la situation de M. Franck. Mais la brute déchaînée se met à vociférer en disant qu'à la prison tous les détenus sont égaux. Furieux, je le menace de chanter la Marseillaise, s'il ne fait pas d'excuses à M. Franck. Comme il ne s'exécute pas, je commence à chanter à tue-tête. Le gardien prend peur et fait des excuses à M. Franck.

Samedi 8 Février. — Un sous-directeur de la Santé vient me voir dans ma cellule pour me féliciter de mon attitude d'hier et promet de ne plus envoyer la brute dans notre division.

Mardi 11 *Février.* — Lettre de Savtchyn qui m'annonce qu'une pétition en ma faveur a été adressée par quelques ukrainiens de Paris aux Allemands. Les délégués ukrainiens qui se sont présentés aux autorités allemandes de la prison, ont été simplement chassés. Mes compatriotes sont bien naïfs.

Mercredi 12 *Février.* -- Cette nuit, entre deux et quatre, j'entends la conversation de deux gardiens français. Ils parlent des échecs italiens en Afrique et d'une guerre éventuelle entre l'Allemagne et les Soviets. On parle de plus en plus de ce conflit. Je le souhaite, d'une part, car l'Allemagne y trouvera sûrement son tombeau, mais une guerre à l'Est c'est l'Ukraine saccagée et ruinée à nouveau.

Vendredi 14 *Février.* — Messe allemande; un desservant lit l'Evangile en français, il y a plusieurs communiants. Dans le box à côté du mien, le nouveau détenu, un officier polonais me dit à voix basse, que tout catholique fervent qu'il est , il lui répugne d'entendre le sermon en allemand. Cette fois-ci, c'est bien décidé. Les gardiens français seront remplacés par les Allemands. Tout le monde est consterné. Chez le coiffeur je re-

trouve avec surprise le polonais Konarski, relâché il y a quelque temps et arrêté à nouveau. Konarski est très pessimiste sur l'avenir de la Pologne.

Dimanche 16 *Février.* — On me passe le « Tableau de France » de Michelet. Quelle admirable lecture en ces jours où la France est humiliée et déshonorée.

Lundi 17 *Février.* — Ça y est ! Les Allemands sont là. On entend déjà dans les couloirs le bruit de leurs bottes.

Mardi 18 *Février.* —Premières mesures allemandes : suppression de la cantine, de la correspondance, des visites médicales chez notre cher docteur Desfarges.

Mercredi 19 *Février.* — Ce matin les gardiens allemands nous font sortir de nos cellules et nous allignent au garde-à-vous devant les cellules. Au coup de sifflet donné par le feldvebel, les soldats allemands nous encadrent et nous font sortir en file indienne. Défense absolue de communiquer pendant la promenade. A notre retour, je vois les détenus de droit commun qui, sur l'ordre des

Allemands, récurent avec rage les couloirs et les portes de nos cellules.

Jeudi 20 Février. — M. S. m'annonce une triste nouvelle : notre pauvre Junia Letty est morte, très courageusement (1) pleine de mépris pour sa maladie et sans avoir l'air de regretter ce monde qu'elle abandonnait. Elle a été admirable.

Vendredi 21 Février. — Au pansement je vois M. Franck qui attend sa libération prochaine. (2) Un détenu de droit commun me passe « Mademoiselle Fifi » de Maupassant. Je la relis avec plaisir. C'est la seule vengeance qui me soit permise en ce moment.

Samedi 22 Février. — Mon gardien allemand est un bavarois qui a fait l'autre guerre en Roumanie, dans un régiment d'artillerie montée, qui se trouvait en face de mon unité. Il paraît débonnaire et m'explique longuement les avantages de faire marcher les détenus à coups de sifflet.

---

(1) Junia Letty est morte le 5 janvier 1941.

(2) M. Franck a été libéré quelques jours plus tard et ainsi qu'il me l'avait promis, il a donné de mes nouvelles à mes amis.

Lundi 24 *Février.* — La neige et le froid persistent. Le docteur Desfarges prend congé de nous. Il est remplacé par un major allemand qui, assurément, aura moins de clients.

Mardi 25 *Février.* — A la promenade je constate que les détenus ne sont pas rasés depuis plusieurs jours. Il paraît que notre ancien coiffeur déplaisait aux Allemands. Ils en veulent un, arrêté par les autorités allemandes. Gare, coiffeurs parisiens !

Jeudi 27 *Février.* —Perquisition dans les cellules. On m'enlève les allumettes, car il est interdit de fumer sous le régime allemand. Mes notes l'ont échappé belle.

Vendredi 28 *Février.* — Déportation hier dans la nuit. L'Alsacien qui boîte a été emmené. En passant dans le couloir, il a crié à tue-tête : « Vive la France » et pour être bien compris des Allemands, il a ajouté : « Soll Frankreich leben ». J'ai eu un moment de peur, car j'ai nettement entendu l'officier allemand crier le numéro de ma cellule. Choulguine l'avait également entendu et il s'était mis à frapper contre mon mur. Des pas s'étaient approchés, je commençai à m'habil-

ler. Heureusement c'était une fausse alerte. Les pas se sont éloignés.

Samedi 1er *Mars.* — Au pansement je rencontre Julien Cain de la Bibliothèque Nationale. Il est ici depuis une semaine, à l'étage supérieur. Il me dit qu'il est rentré en France de son propre gré. A la promenade je vois Jean Odin, sénateur de la Gironde, arrêté comme « gaulliste ».

Dimanche 2 *Mars.* — Silence absolu à partir de midi. Les Allemands disparaissent jusqu'à lundi matin et c'est un vrai repos que de ne plus entendre leurs cris et le bruit de leurs bottes.

Mardi 4 *Mars.* —Pas de courrier depuis le 18 février. Les Allemands ne laissent pas passer les lettres. Nous avons enfin un coiffeur arrêté par la *Gestapo.* C'est un Français.

Mercredi 5 *Mars.* — Mon gardien, le bavarois Stock, me passe un numéro du *Temps,* saisi probablement chez un détenu. Je me jette avec avidité sur ce premier journal venant de la « zone libre ». Hélas ! ce n'est pas

le *Temps* que je lisais autrefois régulièrement pendant vingt ans. Il a été, lui aussi, touché par la grâce vichyssoise. Mais c'est quand même de l'air pur en comparaison de l'infection de la *Staffetpropaganda*. On y trouve même les communiqués anglais et grecs, d'où il ressort que nos braves Italiens restent fidèles à leurs glorieuses traditions militaires. Le soir, le même Stock, en venant fermer ma cellule, m'annonce que les troupes allemandes sont entrées en Bulgarie et il ajoute mélancoliquement : « Plus on occupe de pays, plus la guerre se prolongera ».

Jeudi 6 *Mars*. — Hier dans la nuit, Choulguine et moi nous avons été surpris par un gardien allemand au moment où nous conversions à travers le mur. Vociférations et menaces de faire un rapport au feldvebel. Ce matin celui-ci se présente et me menace de cachot si cela se répète. Bien entendu, nous allons recommencer. Je lis avec délice le « Neveu de Rameau ». Je demande à être de corvée. On me répond que les Allemands ne font pas travailler les professeurs.

Samedi 8 *Mars*. — Chez le coiffeur avec Odin et Méténier nous parlons de la fin de la

guerre. J'opte pour 1946. Ils me trouvent trop pessimiste.

Lundi 10 *Mars.* — Une série de petites misères m'accablent : pas de savon, de peigne, de brosse, absence complète de courrier, pas de visite médicale. A la promenade impossible d'échanger quelques paroles avec ses voisins, à chaque instant l'Allemand de la tourelle aboie : « Nicht sprechen ! ».

Mardi 11 *Mars.* — Depuis quelques jours impossible de dormir, je suis couvert de furoncles. Toujours pas de courrier. Pour la première fois depuis le 18 février, je vais me faire raser chez le coiffeur. J'y rencontre Chapoval qui à l'air malade et me fait pitié. A présent je suis un des doyens de la division.

Mercredi 12*Mars.* — Julien Cain me dit qu'il ne reçoit plus de colis, ils sont interdits aux Juifs depuis qu'une lettre a été découverte dans un colis. Quant à moi, je n'ai jamais eu l'autorisation d'en recevoir. Sollicitude toute particulière de la part de ces messieurs.

Jeudi 13 *Mars.* — Vrai miracle : j'ai dormi toute la nuit sans me réveiller. Je parle de

mes furoncles à un infirmier allemand, étudiant en médecine qui vient inspecter nos cellules. Il me dit que les furoncles sont dûs à la nourriture et qu'on n'y peut rien. Messe allemande. J'y aperçois de nombreux visages connus que je n'ai pas vus depuis longtemps.

Vendredi 14 *Mars.* — Excédé par mes furoncles, je demande à voir le major allemand. Je le regrette amèrement, car le major est une vraie brute qui, en me voyant, s'est mis à hurler que nous n'étions pas ici dans un sanatorium pour venir l'embêter avec de pareilles bagatelles. En sortant de chez lui, je trouve devant sa porte une dizaine de malades, parmi lesquels Chapoval qui m'adresse la parole. Le sous-officier devient enragé et nous injurie de la manière la plus grossière en répétant « Slavische Schweine ». Je sens monter en moi une haine, comme je n'en ai jamais ressentie de ma vie ; je suis obligé de mettre mes mains derrière le dos pour ne pas frapper cette brute. Puis je me dis : on nous vengera. Première belle journée de printemps. Vers six heures du soir, Stock vient dans ma cellule me demander de lui expliquer ce qu'était le Saint Empire Germanique.

Samedi 15 *Mars.* — Aujourd'hui, pour la première fois, on nous donne un peu de miel, assez mauvais, mais je récupère le papier pour mon journal.

Lundi 17 *Mars.* — Méténier me passe un numéro du *Petit Parisien.* (Il continue donc à paraître !) J'apprends que Carcopino est nommé Ministre de l'Education Nationale. Que fait-il dans cette galère ! Je dis à Méténier que la guerre durera des années. Il croit à une paix de compromis, comme si un compromis était possible avec Hitler. Vers six heures du soir, visite de Stock qui me pose des questions sur l'histoire de l'Ukraine, sa langue, etc. Je lui demande à mon tour pourquoi ces questions l'intéressent. Il me répond avec quelque réticence que « chez eux » on parle beaucoup de l'Ukraine.

Jeudi 20 *Mars.* — Odin me demande ce que je pense d'un conflit éventuel entre l'Allemagne et les Soviets. Je lui réponds que je crois à cette possibilité, mais non pas pour bientôt. A sa demande je lui expose le problème ukrainien.

Samedi 22 *Mars.* — Je reçois, après un long

intervalle, quelques mots de M. S. écrits le 9 mars. Il paraît que le pauvre Casta est dans une maison de santé.

Dimanche 23 Mars. — C e matin, l'Espagnol (1) qui distribue les gamelles, me prévient que l'on fait des perquisitions dans les cellules. J'ai juste le temps de cacher sous le paillasson mes notes et quelques livres qui composent ma bibliothèque, mais je n'ai pas le temps de cacher « Mademoiselle Fifi » que le sous-officier trouve sur la table. Il saisit le livre dont la couverture illustrée représente un officier prussien d'aspect caricatural, me gratifie de nombreuses injures de même que toute la littérature française et me menace de sanctions. Dans l'après-midi, je tire de ma cachette « Le cahier rouge » de Benjamin Constant. J'y trouve les lignes suivantes : « Ce qui me frappe (écrit en 1801) c'est le peu d'importance qu'on attachait alors (avant 1789) à l'énonciation de toutes les opinions et la tolérance qui distinguait cette époque. Si l'on tenait aujourd'hui le quart d'un propos semblable on ne serait pas une heure en sûreté ». Que dirait-il en 1941 ?

(1) Le colonel Munos.

Lundi 24 *Mars.* — Je vois à la promenade le colonel Munos qui se plaint d'être ici depuis juillet 1940.

Mercredi 26 *Mars.* — Méténier qui reçoit des journaux m'annonce que la Yougoslavie, elle aussi, a adhéré au pacte tripartite.

Samedi 29 *Mars.* — A la promenade, Odin me passe *Paris-soir* qui annonce un coup d'état à Belgrade : le jeune roi Pierre a pris le pouvoir, le régent Paul a disparu, un nouveau gouvernement est formé, présidé par le général Simovitch. Odin me demande ce que je pense de cet événement. Je lui dis que la Yougoslavie s'est détachée de l'Axe. Il paraît très sceptique. Je passe la journée à faire les cent pas dans ma cellule, en proie à une grande agitation. Voilà enfin un peuple qui ne veut pas se soumettre. Quelle sera l'attitude de la Russie ? Je n'ai jamais autant regretté d'être privé des nouvelles de Londres.

Lundi 31 *Mars.* — Toute la nuit je réfléchis aux conséquences du coup d'état de Belgrade. A la promenade j'apprends que plusieurs libérations ont eu lieu ce matin. Je n'attends pas la mienne de sitôt.

Lundi 7 Avril. — Je n'ai pu écrire un mot de toute cette semaine, j'avais égaré mon crayon que je viens de retrouver. Les bruits les plus sensationnels circulaient sur la Yougoslavie : la mobilisation générale serait décrétée, les troupes anglaises auraient débarqué en Yougoslavie. J'apprends à la promenade que la guerre fait rage en Yougoslavie. Belgrade est bombardée, les Allemands annoncent de grands succès. Je tremble pour le peuple yougoslave et je l'admire.

Mardi 8 Avril. —Ce matin, vers sept heures, la porte s'ouvre. Je vois entrer un sous-officier, le feldvebel et Stock qui me disent de préparer mes affaires, car ils ont reçu l'ordre de mettre les trois Ukrainiens dans la même cellule. Très étonné, je commence à reunir mes pauvres hardes. J'attends avec impatience que l'on me transfère dans une autre cellule, mais personne ne vient. Vers onze heures, à la promenade, je m'informe auprès d'un sous-officier qui me dit qu'en effet Choulguine et Chapoval ont été transférés dans le « quartier politique ». Quant à moi, c'était un malentendu. Je m'en doutais ! Je suis heureux pour mes compatriotes, mais je suis très ennuyé de ne plus avoir Choulguine comme

voisin. Fini nos conversations à travers le mur.

Mercredi 9 *Avril.* — On se bat dans les Balkans, mais nous ignorons les détails. Je n'ai jamais autant regretté l'absenec des journaux.

Jeudi 10 *Avril.* — Je n'ai pu fermer l'œil de la nuit, en pensant à la guerre dans les Balkans. A la messe je me trouve dans le box voisin de celui de Méténier qui m'annonce la capitulation de l'armée grecque à Salonique. Je sens que les forces m'abandonnent et je demande au sous-officier de service de me reconduire dans ma cellule, avant que la messe ne soit commencée. Méténier a eu le temps de me passer un numéro de l'« Adler », organe illustré de la Luftwaffe. J'y trouve une carte de l'Empire Britannique et le portrait de Churchill encadré de noir avec la légende suivante : « Churchill, fossoyeur de l'Empire Britannique ».

Samedi 12 *Avril.* — A onze heures, promenade habituelle dans la cage. Je vois Choulguine, Chapoval et Méténier qui ont le bonheur de se promener dans la cour. Ils me font des signes d'encouragement et essayent de me

jeter des cigarettes, des livres et un journal. Le tout est confisqué par la sentinelle allemande, à l'exception du journal *l'Oeuvre*. Dans ma cellule je l'ouvre et j'y trouve les manchettes suivantes : « Le général Catroux condamné à mort », « La Croatie a proclamé son indépendance », « D'un offlag un officier français nous écrit : Beaucoup de prisonniers ont ouvert les yeux et vous suivent », « Les troupes allemandes sont entrées à Zagreb ». « Deux peuples se suicident pour Albion, elle n'est pourtant ni jeune, ni jolie, il faut croire qu'elle paye bien... »

Dimanche 13 *Avril*. — Pâques ! Nous sommes bouclés pour deux jours. Silence complet dans les couloirs. Stock me dit qu'Odin a été libéré hier.

Lundi 14 *Avril*. — Quel ennui que l'on ne puisse rien apprendre de ce qui se passe dans les Balkans. C'est bien le moment de se répéter : « courage et confiance ».

Mardi 15 *Avril*. — A la promenade je vois l'ancien cagoulard Méténier se promener bras dessus bras dessous avec le communiste Bastian qui me dit que demain il sera emmené à

Bruxelles. Je garderai le meilleur souvenir de ce camarade.

Mercredi 16 *Avril.* — Journée mémorable : je quitte ma cellule grâce à un véritable tour de passe-passe. Le matin, en revenant de la promenade, j'aperçois dans le couloir le feld-vebel. Bien inspiré, je l'aborde et je lui dis d'un ton décidé : « Pourquoi ne suis-je pas avec mes compatriotes ? » Interloqué, le feld-vebel me répond fort poliment qu'il n'a reçu aucune instruction à ce sujet. « Je croyais que vous étiez le maître ici », lui dis-je. Piqué au vif, il me réplique « Parfaitement, je suis le maître ici, vous pouvez, sans plus tarder, déménager dans la cellule de vos compatriotes ». Je ne me fais pas prier et aidé de deux détenus, je ramasse toutes mes richesses. Munos qui me rencontre dans le couloir, croit à ma libération et se jette à mon cou. Pauvre cher camarade ! Stupéfaction de Choulguine et de Chapoval en me voyant apparaître. Je me trouve comme au paradis : la cellule est grande et bien éclairée, deux heures de promenade dans un jardin. Je déclare que je suis prêt à passer ici toute ma vie. Choulguine se fâche.

* * *

Ici s'arrête mon journal. Le 18 avril, à mon grand étonnement, j'ai été libéré. Vers onze heures du matin un officier allemand arrive et nous déclare que nous sommes libres. « Tous les trois ? », a été ma première question. « Oui ». C'est vraiment une surprise pour moi. L'officier se met à fouiller nos bagages. Les notes de Choulguine ont été trouvées et confisquées. Les miennes, cachées dans les livres, dans les enveloppes de lettres reçues et jusque dans les chaussures ont la chance de passer inaperçues.

Avant le départ, on nous emmène chez le coiffeur, car les Allemands ne veulent pas laisser sortir des gens mal rasés !! Au bureau je signe un papier par lequel je m'oblige à me préseiter chaque semaine à la *Gestapo* de l'Avenue Foch et à ne point fréquenter les maisons de commerce juives.

A 16 h. 10 m. la porte de la Santé s'ouvre pour me laisser sortir après 226 jours de détention.

* * *

Ma libération, si inattendue pour moi, était due, ainsi que je l'ai compris plus tard, au conflit qui se préparait avec l'U.R.S.S. En ef-

fet, dès le début des hostilités, j'ai été sollicité par des personnes interposées à « contribuer à la reconstruction de l'Ukraine » en acceptant le poste.... de recteur de l'Université de Kiev, jamais rouverte ! Il me fallait donc jouer un jeu serré en reprenant mon activité antiallemande.

En mars 1942, une nouvelle perquisition eut lieu chez moi, mais prévenu par un patriote français, j'avais pris à temps mes précautions.

Le 26 février 1943, j'ai été arrêté pour la seconde fois et je puis dire que cette fois encore, je l'ai échappé de justesse. Emmené à la rue des Saussaies, j'ai été mis en présence d'un rapport, destiné probablement à une organisation des nations alliées et tombé aux mains des Allemands où j'étais qualifiée de « chef des organisations ukrainiennes antiallemandes et d'homme sur lequel les nations alliées peuvent compter ». D'autre part l'officier instructeur m'accusait de collaborer aux journaux gaullistes, car dans un article de la presse clandestine on citait une de mes études sur la politique allemande dans l'Est européen. Je niais le tout avec assurance et après un interrogatoire qui avait duré trois heures et demie, j'ai eu la surprise d'être relâché avec l'ordre de me tenir à la disposition des auto-

rités allemandes. Il a fallu donc redoubler de prudence.

Le 9 juin 1944, les policiers allemands se présentèrent une quatrième fois à mon domicile, mais depuis le jour du débarquement j'avais quitté mon appartement pour n'y revenir que le matin du vendredi 25 août.

TABLE DES MATIERES :

Avant-propos 7

Introduction 10

Arrestation 28

Premier mois à la Santé 37

Mon Journal, 1940 46

" " 1941 71

Impr. de Navarre, 11, rue des Cordelières, Paris (13)

BIBLIOTHEQUE FRANCO-UKRAINIENNE.

Collection publiée sous la direction d'Elie Borschak.

Elie Borschak. Un prélat ukrainien. Le Métropolite Cheptyckyj (1865-1944). Avec trois hors-texte .. .. Frs. 100

EN PREPARATION :

Costumes ukrainiens du XVIII• siècle. Dessinés par I. Mozalevsky.

***

Description d'Ukranie par le sieur de Beauplan (1660).

***

Michel Dragomanov. Autobiographie.

***

Contes populaires ukrainiens. Transcrits et illustrés par Marthe Fauchon.

***

Dictionnaire ukrainien-français.

EDITIONS FRANCO-UKRAINIENNES.
Fondateur : S. Sozontiv.
Montreuil-sous-Bois — 16 bis, rue de la Révolution
Tél. : Avr. 02-55.

Prix : 130. Frs.